ISSN 0024-7650

JUILLET 1936

l'occasion manquée de la révolution espagnole

p. 6 et 7

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 946 - 19 juillet 1986 - prix : 6 F

les licenciements à la Normed

p. 12

nationalisations - privatisations

un faux débat mais de vraies aubaines pour le patronat

M 6189 - 946 - 6 F

SOMMAIRE

Politique

Page 4

— Les scandales de l'alternance.

— Coups de grâce

International

Pages 6 et 7 :

— Juillet 1936 : l'occasion manquée de la révolution espagnole.

Page 8 :

— Afrique du Sud : le régime tente de mettre la jeunesse noire au pas.

Social :

Page 9 :

— Toulouse : pollution dans une "zone sûre".

Page 12 :

— Les licenciements à la Normed.

Loisirs et Culture

Pages 10 et 11 :

— Exposition George Grosz (à Paris).

— Livres : *Les Cadets* et *Les Réprouvés* d'Ernst von Salomon.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 18.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 685110 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

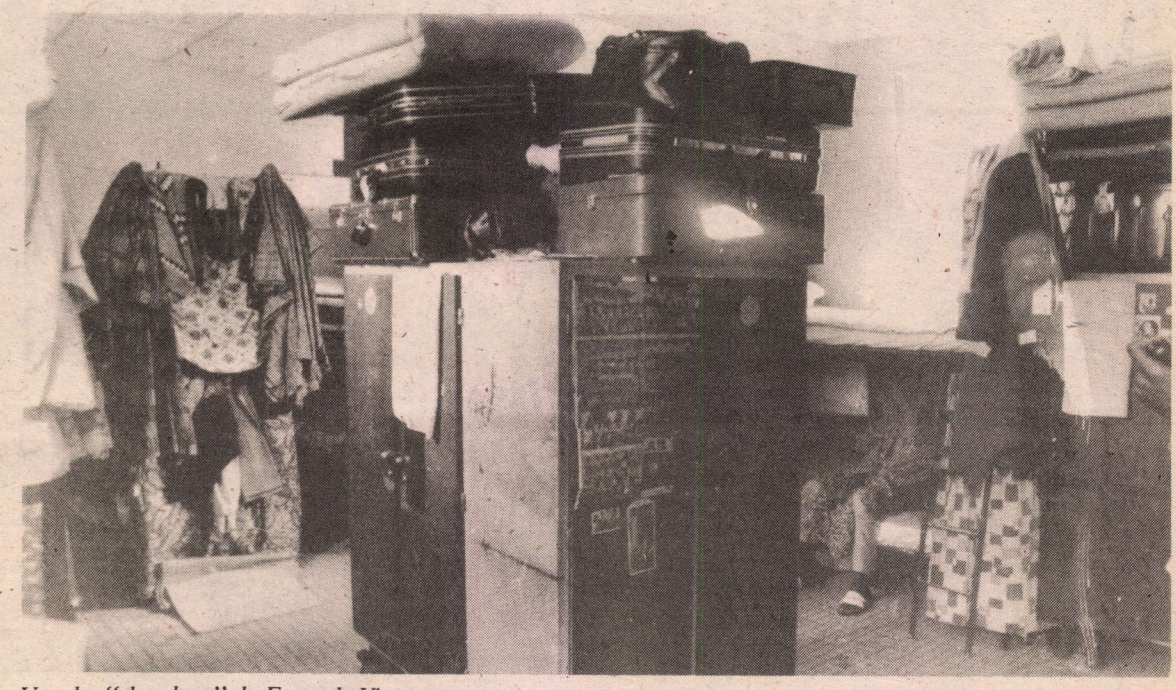
ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

dans notre courrier

Les conditions de logement des travailleurs africains



Une des "chambres" du Foyer de Vincennes.

Au foyer AFTAM (Accueil-Formation des Travailleurs Migrants) de Vincennes, nous refusons de payer, depuis septembre 1985, une augmentation des loyers que nous estimons injustifiée : ceux-ci sont passés de 110 à 200 F.

Dans ce foyer, prévu à l'origine (1969) pour 57 personnes, vivent aujourd'hui 112 travailleurs maliens dans une ancienne usine desaffectée.

LES CONDITIONS DE LOGEMENT

Le foyer est déclaré insalubre depuis 1978. En 1982, le préfet du Val-de-Marne avait dénoncé la surpopulation dans ce foyer, surpopulation qui est le fait de l'AFTAM.

Les chambres sont humides, mal aérées, on relève de nombreuses fuites dans les murs et au plafond. Il n'y a qu'une cuisine de 20 m² dotée de sept réchauds à gaz pour l'ensemble des résidents. Deux salles de toilette d'une vingtaine de mètres carrés chacune et 6 WC — c'est-à-dire en fait un WC pour dix-huit personnes alors que la loi en prévoit un pour cinq. Une douche pour onze.

Depuis septembre 1985, nous craignons que le foyer ne s'écroule en raison d'une grosse fissure traversant de part en part le foyer.

Les couvertures ne sont pas lavées et très rarement renouvelées. Par ailleurs, on ne dénombre que 80 chaises dans le foyer. Le nombre de tables à quatre places a dû être réduit à huit par les résidents en raison du manque de place.

DES LOCAUX LAISSES A L'ABANDON

Le foyer est laissé à l'abandon, rien n'est entretenu. De janvier à novembre 1981, nous avons fait plusieurs démarches (lettres, envoi de délégations) pour réclamer la réfection des peintures, la réparation d'un faux plafond qui s'était effondré sur les occupants d'un dortoir. Il n'y a pas si longtemps que cela, en cas de pluie, il fallait presque apporter son parapluie au réfectoire.

LES RESIDENTS S'ORGANISENT

Devant le refus de l'AFTAM d'effectuer les réparations, nous avons entamé une grève des loyers qui a duré vingt mois : durant cette période, nous avons écrit au président de la République et au ministre de la Solidarité nationale de l'époque, Nicole Questiaux. Finalement, l'AFTAM a fait effectuer des travaux en juin 1983 pour les abandonner peu après. En septembre 1984, nous avons redemandé à l'AFTAM d'achever ces travaux et, avec l'apparition de la fissure, intensifié les démarches.

L'AFTAM a répondu en envoyant une augmentation de près de 100 % et réclamé des arriérés.

Depuis, nous continuons à payer l'ancien tarif et nous bloquons l'argent sur un compte car l'AFTAM refuse d'encaisser et menace d'expulsion. Pour les arriérés, les résidents estiment qu'ils seraient plutôt en droit, eux, d'en réclamer en raison de la surpopulation.

En premier lieu, nous réclamons un relogement décent. Certains avaient repéré le long du chemin menant au foyer, le long du bois de Vincennes, un immeuble de standing resté inoccupé pendant deux ans et avaient l'idée que cela pourrait très bien faire l'affaire...

Des résidents du Foyer

Georges Faisans toujours en résidence surveillée

Il y a un an, en juillet 1985, la mobilisation de la population guadeloupéenne, des jeunes surtout qui avaient dressé des barricades et affronté la police, avait obligé le pouvoir à faire libérer le militant indépendantiste Georges Faisans.

Celui-ci, condamné en mai 1985 à 3 ans de prison pour avoir blessé un enseignant métropolitain coupable d'actes racistes sur un jeune Noir, n'a pourtant pas été complètement libéré. Il est en effet assigné à résidence dans la Seine-Saint-Denis et doit se présenter tous les jours à 17 h au commissariat de police de Gagny. Cela fait un an que cela dure. En outre, la femme de Georges Faisans, enseignante comme lui, vient d'obtenir sa mutation en Guadeloupe, mais pas lui.

Et dire que Pandraud, député de Seine-Saint-Denis, est le champion du renvoi des immigrés dans leur pays.

Liberté totale pour Georges Faisans !

LUTTE DE CLASSE

A partir de ce mois de juillet, paraîtra une nouvelle revue *Lutte de classe*, éditée en trois langues (Français, Anglais, Espagnol) par les groupes Lutte Ouvrière (France), Spark (USA), Combat Ouvrier (Antilles francophones) et UATCI (Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes).

Cette revue exprimera les analyses de ces organisations sur l'actualité politique et sociale internationale. Elle a pour ambition de s'adresser à tous les travailleurs révolutionnaires, à tous les militants trotskistes qui souhaitent une réelle confrontation politique entre les différentes tendances trotskistes de par le monde.

Au sommaire du premier numéro :

- A nos lecteurs 2
- Sur la situation actuelle du mouvement trotskyste 6
- France : les cent jours de Chirac 16
- Argentine : le MAS face au nouveau cours du Parti Communiste Argentin 24
- Espagne : rien de changé après les élections du 22 juin 36
- France : entreprises nationalisées et service public 40

Nationalisations-privatisations : un faux débat, mais des vraies aubaines pour le patronat

On a eu droit aux deux à la télévision, tour à tour, à quelques jours de distance.

A Mitterrand d'abord, annonçant qu'il ne signerait pas l'ordonnance sur les dénationalisations préparée par le gouvernement Chirac. Il ne veut pas, proclamait-il *"vendre aux intérêts privés"* — et encore moins à des intérêts privés étrangers — *"une partie du patrimoine national"*. Lui dont le gouvernement de gauche a distribué sans complexe plusieurs dizaines de milliards auxdits *"intérêts privés"* sous forme d'indemnisation pour les nationalisations, le voilà qui se pose en défenseur de l'intérêt public.

Puis, ça a été le tour de Chirac d'y aller de son couplet télévisé, dénonçant le retard que le refus de la signature présidentielle entraînerait pour la privatisation, alors que *"nos entreprises"* et, ajoutait-il avec un fier culot *"ni nos travailleurs, et encore moins nos chômeurs... ne peuvent attendre"*. Comme si le sort des chômeurs était suspendu à la question de savoir si c'est dans six mois ou seulement dans un an, que ces Messieurs les capitalistes auront le droit de s'offrir quelques paquets d'actions des entreprises aujourd'hui nationalisées.

Chacun sait que tout cela, c'est une comédie et que les dénationalisations se feront pratiquement sans retard sur le programme prévu par Chirac. Si aujourd'hui Mitterrand refuse sa signature, il a promis qu'il la donnerait pour peu que les dénationalisations soient votées au Parlement.

Et pourtant, tous de dramatiser, de parler de divergence grave, de crise de la "cohabitation", et de présenter les deux hommes comme des adversaires, voire des ennemis, qui n'attendent que l'occasion de se porter des coups.

Mais ils ont du mal. Mitterrand et Chirac sont des concurrents politiques, oui, sans doute, puisqu'ils visent les mêmes places. Mais ils ont la même ambition de servir la même classe de riches et de privilégiés et de mener la même politique. Au point qu'ils gouvernent bel et bien ensemble !

Mais c'est justement là le problème pour Mitterrand. Lorsque la gauche et la droite se succèdent, celui qui n'est pas au pouvoir peut toujours prétendre que s'il y était, on verrait ce qu'on verrait. C'est évidemment plus difficile lorsqu'on gouverne côte à côte. Alors il faut, à l'occasion, que Mitterrand fasse mine de s'opposer à la droite. Sinon, s'il ne rappelait pas de temps à autre qu'il est de gauche, comment donc cet électorat de gauche, dont lui et son parti solliciteront les suffrages dans moins de deux ans, pourrait-il faire la différence ? Comment pourrait-il penser qu'il y a un enjeu, que cela vaut la peine d'aller voter ? Alors Mitterrand a saisi l'occasion pour se poser, à bon compte, et sans que cela ne coûte rien, ni à lui, ni même à Chirac, en défenseur de l'intérêt public. Chirac, quant à lui, a tout autant que Mitterrand intérêt à faire croire que l'un et l'autre mènent des politiques très différentes, que nationalisation et dénationalisation sont deux options opposées. Mais il est sur la défensive car les bourgeois, grands et petits, les spéculateurs en tout genre, qui fournissent une bonne partie de l'électorat de droite, ne lui pardonneraient pas une crise politique qui, même mineure, dans la situation explosive de l'économie mondiale, risquerait de se traduire par une baisse spectaculaire de la Bourse en France et, en conséquence, par une baisse spectaculaire des profits qu'ils tirent de la spéculation.

Mais s'il y a un débat dont les bourgeois se fichent, c'est bien celui sur les nationalisations. Avec les nationalisations effectuées par la gauche, ils se sont fait de l'argent, grâce aux indemnisations royales que le gouvernement de gauche leur a consenties. Avec les dénationalisations, ils se feront encore de l'argent car ils auront le loisir de ne racheter que les affaires qui rapportent. Ce ne seront pas exactement les mêmes qui ont empoché les bénéfices de la nationalisation et qui empocheront les bénéfices de la privatisation ? Peut-être. Mais de toute façon, l'argent, le bénéfice, de ces deux opportunités successives de faire du profit ira à la même classe de capitalistes qui dispose de l'économie, de toute l'économie, secteur privé ou public, comme de sa propriété privée.

Ils savent bien, eux, que le secteur dit nationalisé est la vache à lait pour les capitalistes privés. Ils savent bien, eux, que si les entreprises nationalisées sont en déficit chronique, c'est parce que c'est en partie au travers de ces entreprises, par l'intermédiaire de leurs commandes, que l'Etat aide et subventionne les "intérêts privés".

Alors, tout ce débat sur nationalisation ou privatisation, c'est pour le bon peuple, pour faire croire aux travailleurs que deux politiques s'opposent en la matière. C'est pour leur faire croire qu'ils ont malgré tout un défenseur là-haut, qui ne peut pas grand-chose peut-être, mais c'est déjà cela, et au moins cela embête la droite !

Eh bien non, il n'y a vraiment aucune raison de marcher, de croire à ce spectacle éternellement recommencé. Les travailleurs ont fait l'expérience de la droite pendant un quart de siècle. Ils ont fait l'expérience de la gauche pendant cinq ans. Depuis le 16 mars, c'est reparti pour la droite. Et plus ça change là-haut, plus c'est pareil au bas de l'échelle. Tantôt, ce sont des ministres de droite qui disent qu'il faut que les riches s'enrichissent encore pour que les chômeurs aient une petite chance de retrouver du travail et se faire exploiter de nouveau. Tantôt ce sont des ministres de gauche qui disent qu'il faut que les travailleurs acceptent l'austérité et qu'ils se réjouissent du fait que la Bourse va bien. Tantôt, ce sont des entreprises privées qui licencient ; tantôt on les nationalise d'abord pour qu'elles licencient. Mais pour les travailleurs, c'est toujours la même exploitation, et c'est toujours la même insécurité de l'emploi.

Et il faudra bien qu'un jour nous arrêtions leur spectacle, que nous fassions taire leurs mensonges et que nous nous décidions à nous défendre tous ensemble, travailleurs de toutes catégories et de tous les secteurs, nationalisés ou pas. Et nous n'avons ni plus, ni moins de chances de nous faire respecter d'un gouvernement de droite que d'un gouvernement de gauche. Car si, de droite comme de gauche, le gouvernement est toujours dans le camp de nos ennemis, les uns comme les autres ont la même crainte des luttes ouvrières.

Arlette LAGUILLER

L'art de donner le change

En annonçant en grande pompe dans l'interview qu'il a donnée sur TF1, lundi 14 juillet, qu'il ne signerait pas l'ordonnance du gouvernement Chirac sur les privatisations, Mitterrand savait qu'il tenait là un bon moyen de se démarquer du gouvernement sans risquer une rupture.

Seulement, Mitterrand a bien choisi son terrain. A aucun moment, il n'a remis en cause le principe même des dénationalisations. S'il a renvoyé le projet devant le Parlement, c'est tout simplement parce que, dit-il, il n'a pas reçu suffisamment d'assurances que l'indépendance nationale serait préservée. Comme ça, on ne peut pas l'accuser d'avoir une attitude partisane. C'est au nom de la défense du patrimoine national, c'est parce qu'il craint que des entreprises françaises passent sous contrôle du capital étranger qu'il est intervenu. Une phraséologie gaulliste qui est destinée par la même occasion à plaire à l'électorat petit-bourgeois. Quel meilleur terrain pour quelqu'un qui se veut au-dessus des partis que celui du nationalisme ?

Derrière les calculs politiciens d'un Mitterrand, il y a bien sûr un problème réel pour la bourgeoisie française, qui ne tient pas à voir lui échapper des précieuses sources de gros sous au profit de ses concurrents américains, allemands ou japonais. Après tout, l'Etat national n'est-il pas là pour lui assurer protection en ce domaine, du moins dans la mesure du possible ?

Le projet du gouvernement Chirac prévoyait d'ailleurs déjà plusieurs mesures destinées en principe à tenter de limiter les prises de contrôle des entreprises privatisées par d'éventuels rivaux étrangers.

Ces préoccupations ne font que traduire la faiblesse de la bourgeoisie française, ce dont se lamente l'éditorialiste du journal *Les Echos* qui écrit : *"Comment ne pas prendre l'exacte mesure de notre faiblesse quand, à l'image d'un pays sous-développé, la fragilité de notre système industrialo-financier s'avère telle que seul l'Etat est à même de la protéger contre les convoitises étrangères ?"*

voir la suite de cet article p. 5

Les scandales de l'alternance

Il ne se passe plus de semaines sans qu'on en apprenne un peu plus sur tel ou tel des scandales à la mode (Carrefour du Développement, argent des harkis, etc.). L'affaire Laignel fait modeste figure, mais les croqueurs prennent ce qu'ils ont à se mettre sous la dent.

Il se trouve que le département de l'Indre possède des appartements dans Paris. Il se trouve que l'un d'eux fut loué, après une remise en état de 340.000 francs, aux frais du département, à une certaine Madame Pernin, avocate. Pourquoi pas ? Autant que ces logements servent.

Il se trouve que Madame Pernin est l'épouse du député de l'Indre, André Laignel, par ailleurs trésorier du PS et qui s'est fait remarquer, dans le passé par sa défense vertueuse de l'école laïque. Décidement, même les meilleurs plongent !

Evidemment la droite se réjouit, hurle, demande la levée de l'immunité parlementaire de Laignel. Lequel Laignel se défend comme il peut en disant qu'un ancien préfet de l'Indre, aujourd'hui ministre — il s'agit de Michel Aurillac —, avait obtenu dans ce parc immobilier de l'Indre, un logement pour ses beaux-parents. Taisez-vous ou je dis tout !

Pour le moment c'est la droite qui a le vent en poupe et qui est la mieux placée pour déterrer des scandales (encore que...). Mais les socialistes rongent leur frein. Si jamais la gauche réussit à nouveau l'alternance aux prochaines élections, elle espère bien avoir des affaires croustillantes à déballer.

En tout cas, fraude, escroquerie, concussion, prévarication sont largement partagées des deux côtés de l'hémicycle parlementaire.

Et tout ceci, ce ne sont que des miettes qui font parfois oublier le festin des subventions, dons, nationalisations-dénationalisations, accordés aux patrons, infiniment plus importants, et parfaitement légaux.

A.V.

Allez lui faire des cadeaux après ça !

C'est une vacherie pour Giscard ! Mitterrand vient d'inaugurer, sous le nom de "musée du septennat", une exposition où l'on peut voir tous les cadeaux qu'il a reçus en tant que chef de l'Etat. Il n'a rien gardé pour lui, paraît-il, excepté une couverture chauffante offerte... par Reagan ! Il n'est que trop vrai que la France est une puissance de seconde zone, et on n'ira pas chipoter pour si peu. Giscard, lui, se réchauffait le cœur en regardant les diamants de Bokassa.

Ce qu'on aimerait bien, puisqu'on parle de cadeaux, c'est un musée où l'on pourrait voir tous les cadeaux offerts par Mitterrand et ses ministres aux patrons, avec notre argent, durant le septennat.

Mais il est vrai qu'il serait difficile de trouver un bâtiment assez grand.

Clermont-Ferrand
Un drôle de chantier

Les Clermontois suivent mi-amusés, mi sceptiques, les tribulations d'un chantier arrêté sur ordre de Giscard, qui règle ainsi ses comptes avec les socialistes.

C'est qu'en mars dernier, le Conseil régional a basculé à droite et Pourchon, le président socialiste, a dû laisser son fauteuil à Giscard.

Or la majorité socialiste avait décidé de faire construire un bel Hôtel de la Région, au centre de Clermont-Ferrand, parce que l'immeuble abritant le précédent Conseil Général, pourtant très confortable, sinon luxueux, était situé sur le territoire de Chamalières, dont Giscard fut le maire...

Alors, à son tour, Giscard cherche à rendre la monnaie de leur pièce aux socialistes. Et malgré les protestations de Quilliot, sénateur-maire de Clermont, et ex-ministre ' Logement dans le gouvernement Mauroy, Giscard a décidé de transformer la destination du chantier : au lieu d'abriter messieurs les conseillers régionaux, ce sera une grande école, du Trésor ou des Impôts.

Mais pour cela, il a fallu faire arrêter complètement le chantier, refaire les plans, et discuter longuement des moyens d'utiliser les fondations entièrement coulées, correspondant aux plans de l'Hôtel de la Région !

Bref, ce serait une bataille digne de Clochemerle, si tant de temps et d'argent n'étaient gaspillés sur le dos des contribuables.

Correspondant LO

14 juillet

Nos impôts défilent, nos sous se défilent

Ce fut, pour le 14 juillet, le plus important défilé de blindés depuis 1945. Renseignements pris, la France n'a pas gagné ni perdu de guerre cete année. Il y avait un corps blindé mécanisé tout entier, ce qui fait beaucoup : plus de six cents véhicules. La "Patrouille de France" n'était pas là, car elle faisait une démonstration aux USA (et la France n'en a qu'une), mais il y avait quand même beaucoup d'avions. Il n'y avait pas de sous-marins atomiques, parce qu'ils ne passent pas dans la Seine, mais il y avait l'un des équipages de *L'indomptable*. Bref, ce fut grandiose !

Pourquoi tout cet étalage ? Pour rassurer l'opinion inquiète de l'insécurité et faire trembler les loubards ? Pour convaincre les acheteurs des pays du Tiers Monde que les blindés français sont capables de rouler une heure sans tomber en panne ?

Les blindés portent des numéros, parfois des noms d'engagements militaires. Pourquoi n'auraient-ils pas une étiquette avec leur prix, comme des pommes de terre ou de la viande ? On pourrait mesurer à sa juste valeur l'importance du défilé du 14 juillet. Voir ainsi filer notre argent, sur pneus ou sur chenilles, il y aurait vraiment de quoi avoir l'arme... à l'œil.

Contribuable ayant l'occasion de toucher ses impôts !

Politiciens de gauche ou de droite : tous au garde-à-vous devant l'armée.

Toulon, le défilé en rade

Ça a commencé en défilé, comme un peu partout en France, mais ça s'est terminé en manifestation. A Toulon, des travailleurs de la *Normed* des chantiers navals de La Seyne, situés juste à côté, se sont introduits dans le cortège militaire, derrière les fusiliers marins, avec banderoles et slogans.

Eh bien, l'amiral commandant la place de Toulon n'a fait donner ni la marine ni l'aviation, mais il a jugé plus prudent d'écourter les cérémonies.

Un couac dans le cocorico.

Ça ressemble à des avions mais ça ne vole pas : Canadairs ou Canadairs-Dry ?

Les feux de forêt ont recommencé dans le midi. Des milliers d'hectares de forêt ont été dévastés. Et comme d'habitude, on a invoqué la force du mistral, les difficultés de surveillance, la malvaillance. Il y aurait assez de pompiers, assez de matériel, mais les "Canadairs" vieilliraient trop vite ! Sur les 23 appareils de la flotte, 13 seulement ont pu participer aux opérations, les autres étant hors d'état de voler.

Il n'y a pas eu de tel pépin pour la revue du 14 juillet. Sur les 636 véhicules mobilisés sur les Champs-Elysées, dont 382 blindés, pas une seule défection. Et quel argent jeté par les fenêtres pour construire ces chars, ces missiles ou sous-marins nucléaires, alors que 23 malheureux Canadairs ne sont même pas maintenus en état de marche.

Nous vivons dans une société qui consacre davantage à préparer la mort qu'à assurer la vie ou la survie. C'est bien ce qui la condamne.

Pas de petits fours à cause des petits beurs

Pasqua et Pandraud ont boudé la réception à la garden-party de l'Elysée, à laquelle les avait conviés Mitterrand le 14 juillet.

Motif de ce refus : l'invitation à cette réception des deux jeunes immigrés lyonnais, grévistes de la faim qui avaient ainsi protesté contre le projet de loi sur l'immigration.

Les ex-grévistes de la faim ont pu reprendre des forces pendant que Pasqua-Pandraud maigrissaient un peu. A tous, ça n'a pu faire que du bien.

Coups de grâce

Chaque année le ministre de la Justice propose au présid. de la République de gracier un certain nombre de prisonniers de droit commun à l'occasion du 14 juillet. C'est traditionnel, mais pas obligatoire. Cela permet de désengorger les prisons car l'été est la période durant laquelle les autorités, paraît-il, craignent le plus les révoltes de prisonniers.

En 1981, Mitterrand avait ainsi élargi 4.775 détenus, provoquant une campagne de presse de la part de la droite protestant contre le fameux laxisme de la gauche. Pourtant Pompidou avait fait mieux en 1972, avec 6.031 prisonniers libérés...

Cette année, le ministre de la Justice s'apprêtait lui aussi à libérer des détenus et les greffes des prisons de France étaient en train de préparer des listes. Par la même occasion, les étrangers sans statut de résident qui auraient ainsi été graciés devaient être expulsés !

Au dernier moment, Chalandon n'a soumis aucune liste à Mitterrand et, exceptionnellement, il n'y a pas eu de grâces cette année. Le mercredi 9 juillet, en effet, moins d'une semaine avant le 14, éclatait la bombe à la préfecture de police à Paris.

Pas question dans ces conditions de libérer qui que ce soit. L'opinion de droite, l'électorat réactionnaire n'auraient pas compris. Pas question que Chalandon-Chirac-Pasqua aient l'air eux aussi de verser dans le laxisme. Alors ces prisons prévues pour 32.500 personnes continueront d'héberger 46.400 prisonniers...

L'art de donner le change

suite de l'article de la page 3

Voilà en effet un beau paradoxe : au nom du *"libéralisme"*, de l'indépendance des entreprises vis-à-vis de l'Etat, on privatise, mais on se dépêche de faire appel à ce même Etat pour protéger les capitalistes français. *"Mon libéralisme s'arrête où commence mon nationalisme"*, aurait confié un giscardien au journal *Libération*. Sous-entendu, qu'il s'agisse de nationalisations ou de privatisations, d'intervention de l'Etat ou au contraire d'un désengagement, le vrai fond du problème c'est le maintien des profits. Tout le reste n'est que bavardage.

Ceci dit, il ne faudrait pas croire que les capitaux étrangers n'auraient pas d'ores et déjà pénétré l'économie française. Depuis belle lurette, l'économie capitaliste est inte ndante à l'échelle mondia productions des divers pays sont étroitement imbriquées les unes dans les autres — ce que bien entendu aucun de nos hommes politiques n'ignore, même s'ils jurent l'un après l'autre, la main sur le cœur et en invoquant leur "conscience", qu'ils n'ont en tête que le souci du "patrimoine national".

Une illustration : selon les chiffres concernant l'année 1983 publiés par la Direction générale de l'industrie, les entreprises françaises passées sous le contrôle de capitaux étrangers assurent 25 % des ventes de l'industrie et réalisent près de 30 % des exportations.

Et c'est le ministre chargé de la privatisation, Camille Cabana, qui déclarait lui-même tout récemment, en mars dernier : *"Tout ce qu'on pourra faire contre les prises de participation étrangères ne servira surtout qu'à donner le change"*. Franc aveu d'impuissance !

D'ailleurs, la gauche au gouvernement avait elle-même laissé tranquillement vendre des filiales d'entreprises nationalisées à des sociétés américaines.

Bref, la "conscience" patriotique de Mitterrand est du même tonneau que celle de Chirac. En bons politiciens bourgeois, ils ne se livrent en réalité qu'à des coups fourrés... en cherchant à donner le change, comme dit si bien le ministre, à l'aide de ce qui n'est, en vérité, que du baratin.

Pierre CHAMBEY

Marché commun mais profits privés

Edouard Balladur va-t-il se faire taper sur les doigts par Lord Cockfield, commissaire européen chargé de vérifier si le projet de privatisation du gouvernement français respecte bien les règlements de la Communauté européenne ? C'est bien possible.

Balladur est, en effet, "invité" à venir s'expliquer devant lui. En limitant à 15 % le capital que pourraient détenir des entreprises étrangères dans les 65 entreprises françaises privatisables, Balladur enfreint le sacro-saint règlement de la CEE qui affiche la "liberté de circulation des capitaux dans le Marché commun". Pour théoriques que ces lois et règlements soient, le vénérable lord ne manquera pas de les rappeler au ministre des Finances.

Car, en paroles, le Marché commun est un grand marché libre où tout va bien, où les frontières n'existent plus et où les capitalistes, qui sont des anges, luttent dans l'arène économique à fleuret moucheté sans jamais faire de croche-pied à leurs petits camarades. C'est du moins le tableau idyllique que chantent les apôtres de la CEE depuis des décennies.

La réalité est plus prosaïque. La plus minuscule des négociations agricoles a depuis longtemps montré à tous que dès que les gros sous et les intérêts des capitalistes nationaux sont en jeu, il n'y a plus d'intérêts communs qui vaillent, c'est chacun pour soi et il semble alors que seul le port du costume trois-pièces et des attaché-cases empêchent les protagonistes d'en venir aux mains.

Alors, bien sûr, les Etats les plus puissants et qui résistent le mieux à la guerre économique mondiale, comme l'Allemagne par exemple, peuvent se payer le luxe de faire rappeler aux autres la loi commune, dont ils sont d'ailleurs très capables eux aussi à l'occasion de se passer. Mais ces belles paroles ne dissimulent pas qu'à la première difficulté, les Etats nationaux n'ont que faire des intérêts prétendument communs et seuls comptent alors les capitalistes "maison" dont ils ont la charge.

Jacques FONTENOY

La valse des milliards de l'Etat ...au profit des patrons

"Les conclusions de la mission Martin militent en fait pour une plus grande clarté et une meilleure efficacité de la véritable manne versée aux entreprises. Pas à toutes : les plus grandes d'entre elles en absorbent 80 %. Un joli pactole, puisque au total ce sont 86 milliards d'aides qui seront distribuées cette année".

"Un joli pactole", "une véritable manne", c'est à la Une du journal pro-patronal, *les Echos*, soi-même à propos d'un rapport sur les aides publiques à l'industrie ! Des aides qui sont données au nom de la lutte contre le chômage bien entendu, mais qui n'ont jamais empêché le chômage d'augmenter.

C'est dans la continuité de cette politique que le gouvernement a présenté mercredi une ordonnance sur *"l'emploi des jeunes"* à la signature de Mitterrand.

Et si Mitterrand n'a pas voulu signer l'ordonnance sur la privatisation en prétextant son souci de l'indépendance nationale, il n'a pas hésité à donner son paraphe aux mesures qui consistent en fait à subventionner encore les patrons. Car en fait de plan pour l'emploi des jeunes, il s'agit simplement d'exonérer les patrons de tout ou partie des charges sociales pour chaque jeune de moins de 25 ans embauché. Que cela crée des emplois stables, ça c'est une autre affaire. Mais du moment que ça fait baisser un peu les statistiques du chômage, c'est tout ce qui importe au gouvernement.

Après les TUC, les stages bidons, c'est une autre mesure qui ne règle en rien les problèmes de l'emploi. Ce qui est certain en tout cas, c'est que cela fait quelques milliards de plus dans la poche des patrons.

P.C.

Journalistes aux ordres

On peut être grand reporter au *Journal du Dimanche* et se faire entretenir par l'Etat camerounais en échange de *"petits services"*. C'est ce qu'a reconnu Jacques Tillier après la publication de documents accablants par TF1 et *L'Evénement du Jeudi*. Pour favoriser l'image de marque du Cameroun mais aussi pour espionner les opposants camerounais, le journaliste percevrait 80 000 francs par trimestre ainsi que 200 000 francs, toujours par trimestre, pour financer un cabinet créé dans ce but.

D'après Jacques Tillier, *"il n'est pas le seul journaliste à collaborer avec la présidence d'un pays africain"*. Alors, soit le JDD paye particulièrement mal ses journalistes, soit ceux-ci ont un attrait particulier pour les dictatures africaines. De toute façon, cela ne trouble par la rédaction du journal qui savait que Tillier entretenait d'excellents rapports avec le Cameroun et qui au contraire a licencié le délégué syndical qui a dénoncé ces liens particuliers.

L'information, en toute indépendance !

Mickey, go home!

Lors du vote d'adoption du projet de Disneyland de Marne-la-Vallée par le Conseil général d'Ile-de-France, les élus du Front National auxquels se sont joints ceux du RPR et de l'UDF ont voté un amendement stipulant que pour la construction du complexe, priorité serait accordée à l'embauche aux Français ou aux ressortissants de la CEE. Cette précision est illégale au vu de la loi Pleven de 1972 qui interdit les discriminations à l'embauche. Qu'à cela ne tienne, une astuce juridique fut trouvée, laissant croire que c'est le trust américain qui s'engage à embaucher des Français.

Tout le monde est content : le Front National qui remporte un succès moral, le RPR et l'UDF qui espèrent, en joignant leurs voix à celles du Front National que celui-ci leur rendra la pareille lors du vote du budget de la région. Ils en ont en effet besoin dans ce Conseil régional pour avoir la majorité.

Une sacré bande de faux-culs !

L'attentat de Madrid

L'attentat du 14 juillet à Madrid, où une voiture piégée a explosé faisant neuf morts (huit élèves de cette force militaro-policière qu'est la "guardia civil" et un balayeur) et une quarantaine de blessés, est l'un des plus meurtriers d'une très longue série qui secoue depuis de longues années le Pays basque, Madrid, et même le reste de l'Espagne. Tout le monde est persuadé qu'il s'agit une fois de plus d'une action de l'ETA-militaire qui revendique l'indépendance du Pays basque, et qui ne se satisfait pas de l'actuel statut d'autonomie.

Après quatre ans de pouvoir, le Parti Socialiste, le PSOE, pas plus que les gouvernements précédents, pas plus que le régime franquiste, n'a réussi à désarmer les Basques, ou tout au moins la fraction d'entre eux qui considèrent que leur pays est occupé par un pays étranger : l'Espagne.

Non seulement cela, mais aux récentes élections du 22 juin dernier, les formations nationalistes basques ont légèrement progressé. Et tout particulièrement *Herri Batasuna* qui a clairement affirmé sa liaison avec l'ETA-militaire. *Herri Batasuna* est passé de 210000 voix et 2 députés en 1982 à 231000 voix et 5 députés en 1986, pendant que le Parti Nationaliste Basque, plus modéré, passait de 8 à 6 députés, et le PSOE de 8 à 7.

Le sentiment national des Basques est incontestablement une réalité qui se traduit au niveau des suffrages et au niveau des bombes, même si tous les Basques, loin de là, ne s'affirment pas — électoralement du moins — partisans de l'indépendance.

A gauche, on affecte souvent de s'en étonner : il était normal que les Basques luttent contre le régime franquiste qui les a durement persécutés, non seulement les travailleurs, comme il faisait partout, mais aussi la droite, les curés, les bourgeois même, mais maintenant que la gauche est au pouvoir, pourquoi continuer à faire du terrorisme ?

Eh bien, maintenant les choses n'ont pas tant changé. Ce sont toujours des militaires, des policiers, ou des "guardia civil" espagnols qui quadrillent le Pays basque. La police "démocratique" de Felipe Gonzalez matraque, passe à tabac, torture, et assassine toujours. Quelques jours avant les élections du 22 juin, les forces de l'ordre ont férocement matraqué, à Bilbao, le cortège d'enterrement d'un militant de l'ETA qui était mort en prison. Et l'on comprend que bien des Basques soient indignés par cet état de chose, et prêts à se battre pour être les maîtres chez eux. Mais qu'est-ce que cela signifie, en particulier pour les travailleurs ?

L'ETA, qui dispose de soutiens populaires, ne défend pas les intérêts de la classe ouvrière, ni basque, ni espagnole. La politique d'attentats semi-aveugles qu'elle mène actuellement n'est pas faite pour obtenir le soutien, ou même la bienveillance du reste de la classe ouvrière d'Espagne ; elle aboutit plutôt à l'effet inverse : le maire de Madrid, socialiste, les partis politiques, les syndicats ont profité de l'émotion pour appeler l'ensemble des Madrilènes à faire trois minutes de silence le lendemain de l'attentat du 14 juillet.

Si l'ETA défendait les intérêts des travailleurs du Pays basque, elle chercherait aussi à mener une politique d'alliance avec les autres travailleurs du pays, en tenant compte d'ailleurs de leurs sentiments et de leurs préjugés nationaux pour ne pas les heurter de front. L'ETA ne s'en soucie pas, elle mène un combat étroitement nationaliste, et si demain elle était victorieuse et au pouvoir au Pays basque même, elle ne représenterait en aucune façon une émancipation des travailleurs, mais simplement le succès d'une formation bourgeoise.

C'est pourquoi les attentats, comme celui de Madrid, quand bien même ce sont les forces de répression qui en sont les victimes, n'apportent rien aux travailleurs, bien au contraire.

André VICTOR

JUILLET 1936

L'OCCASION MANQUÉE DE

Il y a cinquante ans, le 18 juillet 1936, le soulèvement militaire dont le général Franco devait finalement prendre la tête, fut le coup d'envoi de la guerre civile qui désola l'Espagne entre l'été 1936 et le printemps 1939.

On a beaucoup écrit depuis, et on écrira sans aucun doute encore beaucoup cet été, sur ces événements vieux d'un demi-siècle, pour rappeler l'aide qu'apportèrent à Franco, Hitler et Mussolini, pour exalter (quand on se veut "de gauche") la lutte des "républicains" contre les fascistes.

Mais ce mois de juillet 1936 aurait pu être autre chose que le point de départ d'une guerre civile de trois ans, qui fit des centaines de milliers de morts, et qui ouvrit pour le peuple espagnol l'une des plus sombres périodes de son histoire. Car l'affrontement entre la classe ouvrière et la réaction fut d'abord marqué par des succès retentissants des travailleurs, et il aurait pu marquer le début d'une ère nouvelle, et pas seulement pour le prolétariat espagnol ; ce qui était à l'ordre du jour en Espagne, au lendemain du soulèvement militaire, ce n'était rien de moins que la révolution sociale. Une révolution qui n'aurait pas manqué d'avoir des répercussions dans toute l'Europe, où montaient les dangers de guerre, et qui aurait pu changer le sort du monde.

Car ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que ce que recherchaient les militaires soulevés, ce n'était évidemment pas une difficile guerre de trois ans. Ce qu'ils espéraient, en déclenchant leur mouvement, en frappant vite et fort, c'était s'emparer d'un seul coup de toutes les grandes villes du pays, d'y éliminer le mouvement ouvrier, pour établir un pouvoir politique à leur convenance.

De ce point de vue, le soulèvement militaire fut un échec. Loin d'être rapidement maîtres de tout le pays, et en particulier de ses régions économiquement les plus importantes, les généraux soulevés durent au contraire en entreprendre une laborieuse reconquête.

Mais, plus grave encore pour les militaires, leur intervention déclencha dans les zones qu'ils ne parvinrent pas à contrôler la révolution sociale qu'ils prétendaient éviter.

En effet, s'il se proclamait de "Front Populaire", le gouvernement contre lequel Franco et les autres généraux se soulevaient n'en était pas moins un gouvernement bourgeois comme un autre, avant tout soucieux de la défense de la propriété privée. Le rôle du Front Populaire, c'était d'ailleurs d'enchaîner les travailleurs qui faisaient confiance au Parti Socialiste ou au Parti Communiste au char des politiciens bourgeois qui avaient la responsabilité du gouvernement.

Le soulèvement franquiste rompit cet équilibre. Car tandis que le gouvernement expliquait que tout allait s'arranger, qu'il fallait compter sur les militaires fidèles à la République, que la seule chose que les travailleurs devaient faire était de continuer de vaquer à leurs occupations habituelles, et se refusait à armer la classe ouvrière, celle-ci allait prendre les choses en main. Dans cette intervention de la classe ouvrière, le rôle de la CNT (Confédération Nationale du Travail, d'obédience anarchiste) qui organisait, en particulier en Catalogne (l'une des régions les plus industrialisées du pays), la partie la plus combative du prolétariat, fut déterminant.

Ce fut en effet surtout en Catalogne qu'exista en cet été 1936 la possibilité de voir la classe ouvrière constituer ses propres organes de pouvoir, non seulement à cause des traditions révolutionnaires du prolétariat catalan, de l'immense influence dont y jouissait la CNT, mais aussi à cause de l'existence d'un petit parti se réclamant du communisme révolutionnaire, le POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste), qui — s'il ne s'était pas mis à la remorque du Front Populaire et de la CNT — aurait pu jouer un rôle de catalyseur dans les événements.

LE 19 JUILLET A BARCELONE

Le premier échec du soulèvement militaire, et le plus notable, se produisit à Barcelone, où les militants de la CNT, voyant que la Généralité se refusait à leur donner des armes, avaient pris d'assaut les salles d'armes de plusieurs bateaux ancrés dans le port et les armureries de la ville, pour ne pas avoir à affronter la rébellion militaire les mains nues.

Dans la matinée du 19 juillet, quand les troupes soulevées commencèrent à sortir des casernes, les sirènes de tous les bateaux et de toutes les usines de Barcelone rompirent le silence, appelant — comme cela avait été convenu — le prolétariat barcelonais au combat.

Avec des armes, ou sans, les travailleurs accoururent en masse pour lutter contre les régiments qui avaient occupé la place de l'Université et celle de Catalogne, une partie de l'avenue du Paralelo et le Paseo Colon. Les masses ouvrières démontrèrent à Barcelone que l'armement n'est pas un facteur décisif quand existe une véritable volonté de lutte. Débordant d'énergie et d'héroïsme, donnant des preuves d'un inépuisable esprit d'initiative, les ouvriers réussirent à encercler et à vaincre les troupes ennemies.

Par exemple, les dockers du port fermèrent l'avenue d'Icaria à un régiment d'artillerie qui se dirigeait vers la résidence du gouverneur, en construisant rapidement, à l'aide de leurs tracteurs, une forte barricade avec de grosses charges de papier. Après avoir arrêté l'avance des troupes, ils les attaquèrent en utilisant de grandes bobines de papier comme parapets mobiles pour s'approcher des canons qu'utilisaient les militaires soulevés. Au bout de trois heures d'une lutte sans quartier, la situation des soldats devint intenable et leur commandant donna l'ordre de battre en retraite.

"Mais cet ordre ne fut pas facile à exécuter — raconte le militant anarchiste Abel Paz — *car à mesure que les soldats se retiraient, les rouleaux de papier — qui servaient de barricades — avançaient, poussés par les uns, pendant que d'autres, cachés derrière, tiraient. La retraite, dans ces conditions, fut une débandade. Et malgré les mitrailleuses balayant la zone de combat, les ouvriers et les gardes (la Garde d'assaut qui à Barcelone resta fidèle à la République) donnèrent l'assaut final, les officiers furent faits prisonniers, et plusieurs canons tombèrent aux mains des travailleurs. Libérés de l'emprise de leurs officiers, les soldats fraternisèrent avec les travailleurs, s'unissant à eux. Il était dix heures du matin. C'était la première bataille que le peuple avait gagnée".*

Vers la même heure, en un autre point de la ville, et pour en finir avec la résistance qu'offraient les artilleurs du Septième Léger, un groupe de militants de la CNT s'emparèrent de trois camionnettes, et montés dessus, *"les lancèrent à grande vitesse, débouchant dans l'avenue, à cinquante mètres de la troupe, contre laquelle foncèrent les trois véhicules. La ligne de mitrailleuses n'eut pas le temps de réagir à ces trois bolides lancés à 120 km/h, et les camions tombèrent sur eux, détruisant ainsi la ligne défensive des insurgés. Aussitôt poursuivis par les ouvriers qui étaient descendus des camions, ils réalisèrent que les mitrailleuses faisaient feu contre eux."* (Diego Abad de Santillan : *La révolution et la guerre en Espagne).*

Dans le centre de Barcelone, les anarcho-syndicalistes, avec les "gardes d'assaut" et les "mossos d'esquadra" (Garde du gouvernement autonome de Catalogne), avaient établi un cercle autour des places et des édifices occupés par les militaires soulevés.

Vers le milieu de la journée, quand le général Goded arriva de Majorque pour se mettre à la tête de l'insurrection, toutes les troupes qui étaient sorties des casernes à l'aube se trouvaient bloquées, ou avaient été défaites.

Jusqu'alors, la Garde Civile s'était maintenue dans l'expectative. Lorsque commença le soulèvement militaire, ses cadres subalternes dirent *"qu'ils n'utiliseraient pas leurs armes contre l'armée"*. Dans la matinée, la sortie des premières forces de la Garde Civile fut mise à profit par leurs chefs pour passer aux factieux.

La présence du général Goded ne réussit pas à donner un nouvel élan aux régiments soulevés. Dans les premières heures de l'après-midi, les travailleurs possédaient déjà un bon armement grâce aux canons et aux fusils arrachés à l'ennemi et se lancèrent à l'assaut des derniers réduits de l'armée.

Ce fut à ce moment-là, alors que le soulèvement était pratiquement vaincu, qu'une formation de la Garde Civile, aux ordres du colonel Escobar, se dirigea vers la place de Catalogne pour participer à l'attaque finale contre les édifices occupés par les troupes rebelles. Au bout d'une demi-heure, la Garde Civile occupait l'hôtel Colon, et les anarchistes, commandés par Durruti, s'emparaient du central téléphonique.

Une fois écrasé le soulèvement au centre de la ville, l'assaut fut donné à la Capitainerie où s'était installé le général Goded. Lorsque tomba la nuit du 19 juillet, les travailleurs barcelonais avaient réussi à se rendre maîtres de la ville, au prix de centaines de morts.

Le 20 juillet, les travailleurs madrilènes, qui avaient commencé à s'armer pendant que l'on luttait dans les rues de Barcelone et qui connaissaient la victoire des travailleurs barcelonais, se lancèrent à l'assaut des casernes où étaient restés retranchés les officiers soulevés. Et ce fut dans les casernes que les ouvriers obtinrent les armes que le gouvernement leur avait refusées. Dans toutes les villes où les ouvriers prirent l'initiative et se réfusèrent à suivre les conseils du gouvernement ou à croire les mensonges des militaires, les masses travailleuses réussirent à se rendre maîtresses du terrain.

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Le 20 juillet à la nuit, il était évident que les militaires n'avaient pas atteint leur principal objectif : dominer par la force les principales villes du pays. *"Quand elle entendra tonner le canon, toute cette plèbe se sauvera en courant à toute vitesse"*, avait dit le général Mola. Mais si la "plèbe" courut, ce fut pour donner l'assaut aux casernes.

LA RÉVOLUTION SOCIALE

Dans tout le territoire où le soulèvement militaire avait été écrasé commença à se développer immédiatement un puissant mouvement révolutionnaire. Les travailleurs s'étaient emparés des armes, et ils étaient conscients que c'étaient eux qui avaient vaincu les forces réactionnaires. La plus grande partie de l'armée et de la haute administration était passée au franquisme, laissant le gouvernement de Madrid sans appareil d'Etat, sans moyens pour exercer le pouvoir. Mais les travailleurs, qui n'avaient pas compté sur le gouvernement pour se défendre de l'attaque fasciste, ne comptèrent pas non plus sur lui pour organiser la vie quotidienne, pour remettre en marche l'économie et pour organiser la lutte contre les forces rebelles.

Pour la réalisation de toutes ces tâches, ils se tournèrent vers les organisations ouvrières.

Là où les patrons avaient fui, ou se montraient clairement en faveur de Franco, les entreprises furent réquisitionnées et dirigées par les syndicats. Dans la région madrilène, où prévalait l'influence de l'UGT socialiste, 30 % des entreprises furent mises sous contrôle gouvernemental et syndical. En Catalogne, où prédominait la CNT, 70 % des entreprises se trouvèrent sous la direction de comités CNT-UGT.

Dès les premiers jours, Barcelone devint le centre de la collectivisation. Les ouvriers s'y chargèrent de toutes les activités économiques. Transports publics, gaz, électricité, téléphone, presse, spectacles, hôtelleries, entreprises métallurgiques, compagnies de navigation, etc., tout se retrouva sous le contrôle des travailleurs.

Dans la campagne, sous l'impulsion des anarchistes, les paysans collectivisèrent les trois quarts de la terre cultivable.

L'ordre social capitaliste avait été balayé par les masses durant les journées de juillet. Le gouvernement de Madrid, qui prétendait assurer la continuité de l'Etat bourgeois n'existait plus que sur le papier ; il n'avait aucun pouvoir réel. Mais il n'y eut alors aucune organisation ouvrière de quelque influence prête à jeter bas ce gouvernement fantôme. Le Parti Socialiste et le Parti Communiste s'étaient dès le premier moment érigés en champions de la modération, et ils continuaient à défendre, comme si rien ne s'était passé depuis, le timide programme du Front Populaire qu'ils avaient signé six mois plus tôt avec les républicains bourge Quant aux anarchistes, qui avaient été les principaux artisans de la défaite du soulèvement militaire à Barcelone, leur confusion théorique sur la question de l'Etat les préparait mal à affronter la tâche que posait maintenant la situation : organiser le pouvoir politique des masses travailleuses elles-mêmes. Et si le 19 juillet fut incontestablement le jour de gloire de l'anarchisme espagnol, les jours qui suivirent marquèrent aussi sa faillite politique.

LES ANARCHISTES ET LA QUESTION DU POUVOIR

Après les journées de juillet, la conquête révolutionnaire du pouvoir par les travailleurs avait cessé d'être une possibilité lointaine pour se transformer en quelque chose de très précis et de très concret. Mais l'anarchisme ne s'était jamais posé le problème de la conquête du pouvoir. Son objectif proclamé était beaucoup plus "élevé", c'était la destruction du pouvoir en général, et sans adjectif.

Une affiche de la CNT-FAI : "Camarade, travaille et lutte pour la révolution".

Aussi, quand se présenta l'occasion d'organiser, sur la base du peuple en armes, le pouvoir des travailleurs, les dirigeants anarchistes ne surent qu'adopter des attitudes chevaleresques vis-à-vis des représentants de la bourgeoisie.

On l'a si souvent évoquée que c'est presque un lieu commun de se référer à la célèbre entrevue qui eut lieu entre le président de la Généralité (le gouvernement autonome de Catalogne), Companys, et les principaux leaders anarchistes, le 20 juillet. Mais ce qui se dit au cours de cette entrevue suffit à démontrer que les anarchistes ne surent pas profiter de leur victoire, ou ne voulurent pas le faire, pour détruire l'ultime bastion de la bourgeoisie en Catalogne : le gouvernement de la Généralité.

L'anarchiste Abel Paz raconte que quand on vint informer Durruti et Garcia Oliver, après la fin des combats, que Companys désirait leur parler, ceux-ci se regardèrent comme pour se dire : "La Généralité existe donc encore ?"

Le même Garcia Oliver a raconté de manière détaillée ce qui se dit au cours de cette réunion. Companys commença par s'excuser d'avoir été obligé de s'opposer aux anarchistes en tant d'occasions, et termina en disant : *"Vous avez vaincu et tout est en votre pouvoir. Si vous n'avez pas besoin de moi, ou si vous ne voulez pas de moi comme président de la Généralité, dites-le moi maintenant, je serai alors un soldat de plus dans la lutte contre le fascisme. Si, au contraire, vous croyez qu'à ce poste je peux, avec les hommes de mon parti, mon nom et mon prestige, être utile dans cette lutte, vous pouvez compter sur moi et sur ma loyauté."*

"A ce moment — écrit Garcia Oliver — *Companys parlait avec une évidente sincérité. Homme souple, et plus que souple, réaliste, qui vivait profondément la tragédie de son peuple sauvé de l'esclavage par l'effort anarchiste, il employait le langage qu'exigeaient les circonstances et se situait à la difficile hauteur de celles-ci, en un geste unique de dignité et de compréhension..."*

En réalité, avocat de profession, et grand connaisseur de la mentalité anarchiste (il avait souvent été l'avocat de la CNT), Companys savait qu'il n'aurait pas de mal à convaincre ses interlocuteurs. Quelques représentants des partis bourgeois "de gauche", du Parti Socialiste et du POUM, attendaient dans une salle à côté. Une fois tout le monde réuni, Companys leur proposa la création d'un Comité des Milices dont l'objectif serait d'organiser la vie en Catalogne et d'organiser les forces armées pour combattre les militaires soulevés.

Et le dirigeant anarchiste Garcia Oliver expliquait ainsi cette démission : *"La CNT et la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) se décidèrent pour la collaboration et la démocratie, renonçant au totalitarisme révolutionnaire qui aurait conduit à l'étranglement de la révolution par une dictature confédérale et anarchiste. Ils se fiaient à la parole et à la personne d'un démocrate catalan et maintenaient et soutenaient Companys à la présidence de la Généralité".*

Un autre dirigeant anarchiste, Abad de Santillan, qui fut lui aussi de ceux qui accoururent à cette réunion, armés jusqu'aux dents et sentant la poudre, parce qu'ils sortaient juste des combats, essaya de justifier plus tard la capitulation de la CNT devant les politiciens bourgeois de "gauche", les réformistes et les staliniens, en écrivant : *"Nous aurions pu rester seuls, imposer notre volonté absolue, déclarer caduque la Généralité et installer à sa place le véritable pouvoir du peuple. Mais nous ne croyions pas à la dictature quand elle s'exerçait contre nous et nous ne la désirions pas quand nous pouvions l'exercer, nous, aux dépens des autres (...) Ainsi naquit le Comité des Milices Antifascistes de Catalogne, dans lequel nous fîmes entrer tous les courants politiques, libéraux et ouvriers".*

UN "GOUVERNEMENT DE LA VICTOIRE"... POUR VAINCRE LA RÉVOLUTION

Au niveau du gouvernement central de Madrid, les choses se passèrent un peu différemment dans la forme, mais de manière identique quant au fond. Le président du Conseil au moment du soulèvement militaire, Casares Quiroga, s'était empressé de démissionner. Son successeur, Martinez Barrio, s'était dépêché d'en faire autant après avoir vainement cherché un compromis avec l'armée. Aucun homme politique bourgeois n'avait suffisamment de prestige pour pouvoir reprendre la situation en main, même avec l'aide des partis réformistes. Après quelques semaines d'un gouvernement totalement impuissant présidé par Giral, ce fut donc finalement un socialiste, Largo Caballero, qui fut mis à la tête du "Gouvernement de la Victoire", comme l'appelèrent ses promoteurs.

Mais le programme de ce gouvernement, c'était sous couvert de *"l'union des forces qui luttent pour la légalité républicaine"* et pour le *"maintien de la République"*, la remise sur pied de l'Etat bourgeois, qui avait été presque complètement détruit par les événements de juillet.

Au moment de sa création, le 4 septembre 1936, le gouvernement de Largo Caballero, s'il comptait en son sein des ministres socialistes et communistes (c'était la première fois que des communistes participaient à un gouvernement bourgeois) ne pouvait compter que sur *"l'appui et la collaboration morale de la CNT"* qui réaffirmait *"son adhésion inébranlable à ses postulats anti-autoritaires"*.

Mais cette "adhésion inébranlable" n'allait pas résister longtemps aux pressions auxquelles était soumise la centrale anarcho-syndicaliste.

Le 26 septembre, la CNT faisait un premier pas vers la participation ministérielle, en acceptant de faire partie en Catalogne d'un gouvernement de la Généralité, auquel participaient tous les partis, de la gauche républicaine aux staliniens et au POUM. A la demande des anarchistes, on avait cependant remplacé le nom de "gouvernement" par celui de "conseil de la Généralité", chose que Companys accepta d'autant plus volontiers qu'en échange il obtint la dissolution des comités. En effet, le 1er octobre, fut dissous le Comité Central des Milices catalanes, et le 9 de ce même mois, les ministres-conseillers de la CNT et du POUM signèrent avec leurs collègues staliniens et bourgeois l'acte de dissolution de tous les comités existant en Catalogne.

Solidaridad Obrera, l'organe de la CNT, écrira quelques jours plus tard : *"Il n'était plus possible pour le bien de la révolution et pour l'avenir de la classe ouvrière que persiste la rivalité des pouvoirs".*

Il ne manquait plus à la CNT que de capituler complètement devant Largo Caballero, ce qu'elle fit le 4 novembre avec l'entrée de quatre ministres anarchistes au sein du gouvernement. *Solidaridad Obrera* justifiera ainsi ce reniement de ce que les anarchistes avaient proclamé durant des années : *"Le gouvernement, à l'heure actuelle, comme instrument régulateur des organes de l'Etat, a cessé d'être une force d'oppression contre les travailleurs, de la même manière que l'Etat a cessé d'être l'organisme qui divise la société en classes. Et les deux cesseront encore plus d'opprimer le peuple avec l'intervention en leur sein d'éléments de la CNT".*

En fait, toute cette phraséologie ne faisait que dissimuler que la CNT, qui avait eu le mérite de prendre l'initiative de la réponse ouvrière au soulèvement militaire, avait rejoint la politique des réformistes et des staliniens, et s'était faite à son tour l'instrument du rétablissement de l'Etat bourgeois. Car c'est bien de cela qu'il s'agissait faute d'une direction révolutionnaire montrant le chemin aux masses, l'énergie, la combativité, les sacrifices de celles-ci, ne seraient pas utilisés pour défendre leurs propres intérêts, pour approfondir et achever la révolution sociale.

Au nom du réalisme, les partis auxquels la classe ouvrière faisait confiance renvoyèrent la lutte pour les revendications de la classe ouvrière et de la paysannerie, pour le socialisme, a après la "victoire". Ils fixèrent comme unique objectif à la lutte contre Franco la "défense de la République", se refusant ainsi à donner aux exploités d'Espagne toutes les raisons de se battre, et à ceux du monde entier toutes les raisons d'être solidaires de ce combat.

On connaît la suite des événements : le combat pour la révolution socialiste n'aurait pas demandé plus de sacrifices aux travailleurs espagnols. Quant à la sincérité des dirigeants réformistes ou staliniens, quand ils affirmaient que la "défense de la République" était la priorité des priorités, il suffit de voir leurs descendants politiques ministres de Juan-Carlos pour les uns, ou rêvant de l'être pour les autres, pour en juger.

Gabriel CATALA

AFRIQUE DU SUD

Le régime tente de mettre la jeunesse noire au pas

En signe de protestation contre l'état d'urgence, ce serait, selon la presse française, cent mille travailleurs noirs qui auraient répondu à l'appel à la grève lancé pour le 14 juillet dernier par la COSATU, confédération syndicale qui compterait 600.000 adhérents, cela malgré l'interdiction d'appeler à la grève et l'arrestation de deux cents de leurs dirigeants (tandis qu'une centaine d'autres se cachent). Ce mouvement faisait suite à ceux qui ont touché, les deux semaines précédentes, les mines de diamant, puis d'or et de charbon.

Par ailleurs, des fusillades ont eu lieu les 10 et 11 juillet entre des membres de l'ANC et la police, fusillades au cours desquelles 10 militants ont été tués, et une bombe a explosé jeudi 10 juillet en plein centre de Johannesburg, à la Bourse ; ce qui porte à 14 le nombre d'attentats à la bombe depuis l'instauration de l'état de siège, le 12 juin dernier. La municipalité de Johannesburg a décidé de remplacer les poubelles traditionnelles par des modèles transparents destinés en principe à permettre de détecter plus facilement la présence d'engins explosifs. Des récompenses sont promises à nouveau à ceux, parmi les Noirs notamment, qui pourraient donner des renseignements sur les terroristes et sur les militants radicaux : des sommes pouvant aller jusqu'à l'équivalent de 2.500 francs français.

L'étouffement de la presse depuis l'état d'urgence n'empêche donc pas complètement les nouvelles de filtrer et de révéler que le gouvernement ne parvient pas à juguler l'agitation.

La jeunesse des écoles constitue un des soucis principaux du pouvoir qui voudrait bien éviter que les écoles, dans les cités-ghettos (les "townships"), ne se transforment en autant de foyers d'agitation. La reprise des cours a été repoussée de 15 jours pour permettre au ministre de l'Education et de la Formation d'appliquer son "plan d'action". Celui-ci prévoit que, pour éviter l'infiltration des *"voyous"* (comprenons "militants contestataires"), chaque élève devra non seulement porter l'uniforme scolaire mais être muni d'une carte d'identité scolaire pour pénétrer dans son établissement, lequel sera désormais entouré d'une clôture et surveillé par du personnel de sécurité, aidé par la police si besoin est. A quand les miradors ? Et puis le gouvernement lui-même se donne, par dessus la tête des autorités scolaires, le droit de refuser l'accès de l'école à tout élève, sans besoin de se justifier, et également de décider de l'affectation et du niveau scolaire de chacun !

Les enseignants sont aussi rappelés à l'ordre : ils devront être vêtus *"correctement"* précise le texte ministériel, de façon à n'être pas confondus avec des *"jardiniers"* ou des *"hommes à tout faire"* — symboles de ceux qui sont suspects de sympathie avec la contestation, semble-t-il, dans l'esprit des dirigeants sud-africains. Interdiction est faite aux enseignants de sortir de l'école pendant les heures de cours sous peine de renvoi immédiat. Et ils devront veiller à faire disparaître tout slogan et toute affiche politique des salles de classe.

En cas de difficultés pour faire appliquer ces directives, les enseignants pourront appeler un numéro de téléphone gardé secret.

Rendre l'école plus imperméable aux idées contestataires par des mesures policières en tentant de s'appuyer sur les enseignants les plus conservateurs : rien ne dit que cet objectif du pouvoir n'entraînera pas à terme l'effet strictement inverse.

Et puis ce ne sont pas seulement les écoles qui sont des "centres de contestation". C'est autant à l'école de la rue, à celle de la vie quotidienne que la jeunesse noire apprend à contester l'Apartheid.

Mais ce gouvernement policier n'a pas d'autre issue que d'essayer d'éteindre, au coup par coup, les foyers d'incendie, sans être en mesure de pouvoir maîtriser le feu qui ressurgit sans cesse ici ou là.

Guy LABRAUD

USA

○ Tout bénéfice

Les salariés du trust américain du cuivre Kennecott viennent d'accepter, par un vote le nouveau contrat proposé par la direction.

Ce plan prévoit la réduction des salaires de 23 % et la suppression de l'assurance-médicale gratuite. En échange de quoi le trust, qui a licencié 5.000 personnes en 1985, se propose de rouvrir une mine qui emploierait 2.000 travailleurs.

C'est à ce prix-là que les patrons estiment l'affaire rentable. Evidemment, puisque ce sont les travailleurs qui payent : les licenciés d'abord, ceux qui ont failli l'être — et dont certains le seront peut-être dans six mois — ensuite, enfin, tout le personnel qui abandonne le quart de son salaire.

Pour les trusts, la crise, c'est une affaire qui marche.

○ Œil pour œil, dent pour dent

Aux Etats-Unis, en Indiana, une jeune fille de 16 ans vient d'être condamnée à mort.

Elle avait assassiné une vieille femme pour 10 dollars, c'est atroce.

Mais qu'il se trouve des gens, en principe instruits et civilisés, pour condamner à froid une fille de 16 ans à être exécutée, qu'il s'en trouve d'autres pour exécuter cet assassinat, et des millions d'autres pour l'applaudir, c'est au moins aussi atroce !

Les Etats-Unis, le pays le plus riche et le plus puissant au monde, ne sont pas sortis de la barbarie.

LES CRIQUETS MENACENT L'AFRIQUE

Où est le véritable fléau ?

Une invasion de criquets menace dans les mois qui viennent, à la faveur de la saison des pluies qui a commencé, une vingtaine de pays d'Afrique, de la Mauritanie au Gabon, du Soudan au Mozambique et jusqu'en Afrique Australe.

Si on en croit la revue scientifique *La Recherche* un essaim de criquets *"peut couvrir des centaines de kilomètres carrés et rassembler quelque 40 milliards d'individus susceptibles de dévorer 80.000 tonnes de végétation chaque jour"*. La dernière invasion grave date de 1974 et avait ravagé au moins 400.000 tonnes de céréales. Des organismes internationaux avaient été créés pour organiser la lutte contre ce fléau. Mais, écrit un spécialiste français, Michel Launois, dans *La Recherche, "face à cette menace on trouve des organismes en si grande difficulté financière que l'un d'entre eux vient d'être dissous par les 17 pays membres. Pour les autres, la diminution des cotisations des Etats membres et des donateurs les a contraints à réduire ces dernières années la surveillance nécessaire au repérage précoce des pullulations, préalable indispensable à toute lutte préventive efficace"*.

Pourtant, depuis un an, ont été observées des "pullulations" très importantes d'œufs dans les pays de l'Ouest du Sahel, et des concentrations de criquets pèlerins existent depuis fin 1985 dans de nombreux massifs montagneux. Mais aujourd'hui, il est trop tard pour pouvoir tuer la plupart des essaims dans l'œuf et, sauf conditions météorologiques particulièrement favorables, les invasions de criquets auront bien lieu.

Il va donc falloir répandre de grandes quantités d'insecticides pour limiter les dégâts, acquérir des engins de pulvérisation terrestres et aériens ainsi que des masques de protection. *"Le Niger a trois avions mais pas de pilotes, le Burkina-Faso n'a pas d'avion"*, rapporte *Libération*.

La FAO, l'organisation de l'ONU pour l'alimentation, vient de présenter un plan d'urgence et de nombreux pays ont annoncé leur aide.

Quand il s'agit de l'équipement militaire, les Etats africains s'en préoccupent en permanence et sont choyés par leurs tuteurs impérialistes. Mais face à ce fléau, on en est à mendier et à considérer comme un cadeau généreux un avion ou quelques milliers de tonnes d'insecticides. Et ceci alors que la bataille semble être déjà à moitié perdue. Où est le véritable fléau ?

Michel BROUSSE

NOUVELLE INTERVENTION ISRAELIENNE AU SUD-LIBAN

Jeudi 10 juillet, 4 fedayin qui tentaient de débarquer sur les côtes israéliennes furent pris sous le feu des armes israéliennes. Avant de succomber, ils tuèrent un militaire israélien et en blessèrent 9 autres.

Cette opération de commando a été le prétexte à la riposte immédiate de l'aviation israélienne contre le camp de réfugiés palestiniens d'Aïn-Héloué près de Saïda, au Sud-Liban. Au moins dix personnes auraient été tuées ou blessées. Lundi 14 juillet, c'était au tour de 3 villages de la montagne des environs de Beyrouth d'être bombardés par l'aviation israélienne qui faisait 5 morts et 11 blessés.

Ces opérations de représailles de l'Etat israélien n'empêcheront pas les attentats palestiniens, au contraire. Cela, les responsables de l'Etat israélien le savent. Mais ce qu'ils visent à travers ces bombardements, c'est rappeler aux populations du Moyen Orient qu'ils restent les gendarmes de la région.

P.C.

Bilan patronal

En même temps qu'il annonçait qu'il ne briguerait pas le renouvellement de son mandat, le président du CNPF, Yvon Gattaz, dressait avec fierté son bilan auprès de ses collègues du CNPF.

Ses titres de gloire ? Il a imposé au CNPF une attitude *"transpolitique"*. Son parti, c'est *"le parti de l'entreprise"*, dit-il... (Vous connaissez ? Gouvernement de droite, gouvernement de gauche, ce sont toujours les patrons qui empochent). C'est-à-dire que contrairement aux patrons qui ne voulaient pas discuter avec le gouvernement de gauche, Gattaz, lui, y était prêt, alors que le pouvoir *"n'avait pas encore compris le rôle irremplaçable de l'entreprise, comme créateur de richesses et d'emplois"*.

Et il a eu raison !

Le gouvernement de gauche s'est même fait l'ardent supporter de Gattaz (en fait, des patrons en général !) pour mettre dans la tête des travailleurs que leur sort serait lié à celui de l'entreprise. Que pouvaient espérer de mieux les patrons ?

Gattaz porte aussi à son crédit le fait d'avoir fait admettre au gouvernement qu'il fallait plafonner les charges sociales *"devenues intolérables"*.

"Nous avons sauvé l'entreprise", proclame-t-il fièrement. La seule chose qu'il oublie, bien entendu, c'est de remercier le gouvernement.

S.F.

Même bien maquillé, le patronat ça ne passe pas !

Lanterne rouge

Les patrons ne cessent de se plaindre : les salaires sont trop élevés, et les charges — ah, les charges — ce sont elles qui mettent, paraît-il, les entreprises françaises en péril.

Une étude réalisée par l'Union des Banques Suisses (en principe ce sont des gens sérieux et... neutres) affirme que le coût de la main-d'œuvre, tout compris, salaires et charges, n'est pas ce que le patronat veut nous faire croire. Si le taux des charges salariales est relativement élevé en France, en revanche les salaires sont des plus bas, parmi les pays industrialisés s'entend.

Et, au total, les coûts de la main-d'œuvre en France, non seulement seraient loin derrière ceux des USA, d'Allemagne, de Belgique, mais même légèrement inférieurs à ceux du Japon (cité par *Le Point* du 14 juillet).

Un genre de palmarès auquel les travailleurs, quels qu'ils soient, n'ont rien à gagner.

Toulouse

Pollution dans une "zone sûre"

Toulouse est réputée pour son vent d'autan, vent qui arrange bien les industriels du quartier sud-ouest où est placé le complexe d'industries chimiques. Mais avec ou sans vent, ce quartier a mauvaise réputation pour la pollution et il suffit d'y passer pour voir des brumes ou simplement sentir des odeurs qui n'ont rien à voir avec les émanations de violette.

D'après le journal *Libération*, il y a une vingtaine de jours, le préfet de la Haute-Garonne déclarait cette zone : *"la plus sûre de France"*, devant des organisations de défense de l'environnement.

Voilà une déclaration pas très rassurante. En effet la semaine dernière tout un quartier de Toulouse a été envahi par un nuage épais et poisseux qui piquait les yeux et les bronches. Les autorités, et en particulier la direction de l'usine d'où provenait ce nuage, déclaraient qu'il n'y avait pas de danger et que ce n'était pas toxique. Ils ont déclaré ensuite qu'une soupape avait laissé échapper environ 500 kg d'un mélange de chlore et de chlorure d'ammonium. La direction de l'usine en question, Organichim, a déclaré cyniquement : *"Ce matin nous avons eu des conditions atmosphériques défavorables"*, c'est-à-dire pas de vent pour disperser une *"erreur"*.

Les habitants de Toulouse savent que c'est de ce secteur que provient la majeure partie de la pollution de la ville. Là sont fabriqués des engrais, des produits chimiques de base : chlore, phosgène à Tolochimie (un produit qui n'est autre qu'un mélange de chlore et d'oxyde de carbone qui sert aujourd'hui dans la synthèse de produits organiques, mais qui a été utilisé pendant la Première Guerre mondiale comme gaz de combat). On y trouve aussi la poudrerie (SNPE).

Cet accident vient confirmer la méfiance que les habitants peuvent avoir envers ces usines et ceux qui les dirigent, ainsi que le peu de crédit qu'ils peuvent accorder en la matière aux déclarations lénifiantes des préfets et autres "autorités".

Samuel LATAN

Échos des entreprises... Échos des entreprises...

☐Jamais le samedi (Renault Flins)

C'est donc officiel. Les patrons n'auront même pas attendu la fin des sept samedis travaillés pour annoncer la couleur de ce qu'ils discutent depuis des mois avec tous les syndicats : remettre le travail du samedi obligatoire.

Mais il y a quand même possibilité de se défendre. D'ailleurs avec ou sans les lois, avec et même contre les accords syndicaux, il y a toujours moyen de se défendre.

Si les patrons rendent le travail du samedi obligatoire, on revient dix ans en arrière. Mais rappelons-nous qu'à l'époque, une minorité de camarades qui débrayaient le samedi ont réussi à imposer l'arrêt du travail du samedi. Actuellement, environ 20 % des travailleurs de l'usine refusent de venir le samedi.

Si on organise bien notre affaire, même si nous ne sommes que 20 %, on peut mettre un cirque tel que la direction soit forcée de renoncer. Mais il faut que ça soit bien organisé et on ne pourra compter que sur nous-mêmes et pas sur ceux qui discutent depuis des mois là-dessus avec les patrons.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Renault-Flins

☐Les caisses sont pleines, servons-nous (Atochem-Pierre Bénite)

A force d'entendre dire que ça allait mal, qu'il fallait travailler plus, plus vite et faire des sacrifices, quelques-uns d'entre nous commençaient à croire que tout cela était nécessaire pour redresser l'entreprise.

Eh bien, ils se trompaient. Tout va bien, les profits rentrent dans les caisses, les perspectives sont bonnes pour 1986 et notre PDG a l'air d'un homme... heureux. C'est du moins ce qui ressort de la conférence de presse qu'il a faite.

Alors, puisqu'on nous dit qu'il y a de l'argent, il nous reste à imposer à notre patron d'en céder une partie et le maximum serait le mieux.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Atochem - Pierre Bénite

☐C'est pas au point (CPAM Rouen)

Depuis des temps immémoriaux, la déclaration de grossesse se faisait sur une feuille à 3 volets, un peu ringarde, certes, mais efficace. Mais comme il faut être dans le vent, on nous a pondu un nouvel imprimé sur lequel les renseignements sont souvent illisibles, et qui sépare la déclaration de grossesse proprement dite, des soins qui vont avec.

Résultat : les soins sont réglés à part le plus souvent, et en maladie avec ticket modérateur, au lieu de l'être en maternité et à 100 %. On fait bien le rappel quand les assurés réclament, mais ils ne sont pas tous au courant ! Il n'y a pas de petits profits !...

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
CPAM-Rouen

Va, cours et nous vole...

Si vous pensez qu'en timbrant une carte postale à 2,20 F, elle parviendra à son destinataire aussi vite qu'une lettre au même tarif, vous avez perdu !

Comme l'an dernier, *"l'ordre de service sur l'acheminement des cartes postales"*, parvenu ces dernières semaines dans les centres de tri, précise bien : *"Les cartes postales seront acheminées dans les mêmes conditions de rapidité que les lettres"*. Voilà pour les grands principes. Seulement, la circulaire continue ainsi : *"Mais cette mesure ne doit pas avoir pour effet de retarder l'acheminement des lettres"*. En conséquence, *"il faut donc commencer par séparer les cartes postales illustrées de l'ensemble du courrier"*. Et une fois séparées, elles passent bien entendu après le reste du courrier, puisqu'il ne faut pas *"retarder l'acheminement des lettres"* et surtout parce que le manque de personnel en période de congés ne nous permet pas de tout faire.

L'administration est "couverte". En principe si vous payez 2,20 F pour envoyer une carte, elle doit arriver aussi vite qu'une lettre.

Mais si votre carte met... un certain temps, ne soyez pas surpris.

Correspondant LO

UAP-Tour Assur (Paris-la Défense)

Une première réaction aux menaces de la direction

Cela fait quelque temps déjà que l'UAP a décidé de resserrer la discipline et de revenir sur des pratiques courantes dans l'entreprise, notamment en matière d'horaire mobile. Elle a tenté à plusieurs reprises de ne plus payer les retards dûs aux grèves de transports ; elle ne crédite plus les temps passés aux visites médicales et démarches administratives.

De plus, la direction se met à faire la chasse aux employés souvent en retard le matin. C'est ainsi qu'une de nos collègues est convoquée devant le conseil de discipline et encourt une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement, pour retards.

Cette attitude de la direction ne reçoit pas l'approbation du personnel. C'est ainsi que vendredi 11 juillet, on s'est retrouvés à une vingtaine, c'est-à-dire l'ensemble du service de notre collègue, pour discuter des sanctions que la direction menace de prendre contre elle. Tout le monde a exprimé sa solidarité et l'indignation que suscite une telle menace. Et tout le monde était bien conscient que si on laisse faire aujourd'hui, demain ce sera notre tour.

Correspondant LO

"Sous le regard des autres"

de Jerzy Andrzejewski

Andrzejewski est un écrivain marquant de l'après-guerre dont l'évolution politique est caractéristique d'une partie de l'intelligentsia polonaise. Ecrivain catholique avant la guerre, il adhère au Parti Communiste après 1945, devient président de l'Union des écrivains polonais et député à la diète polonaise de 1952 à 1956. Il quitte le parti et rompt avec cette carrière officielle en 1957. Il prend position en 1968 contre l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du Pacte de Varsovie et en 1976 il participe à la défense des ouvriers d'Ursus et de Radom et à la formation du KOR, le comité de défense des ouvriers créé par des intellectuels dissidents. Plus tard, il apportera son soutien au syndicat Solidarité, jusqu'à sa mort en 1983.

Son roman le plus connu, *Cendres et Diamant* (porté à l'écran par Wadja), rendait compte de la situation de désarroi et de confusion du pays à la fin de la guerre. Le récit *Sous le regard des autres* est un témoignage sur un autre moment crucial de l'histoire de la Pologne, le soulèvement et l'écrasement du ghetto de Varsovie en 1943. L'événement est vu "sous le regard des autres", c'est-à-dire par la population de Varsovie vivant hors du ghetto. Selon l'auteur : *"En général, peu de gens plaignaient les Juifs. Le peuple se réjouissait simplement de ce que les Allemands connussent de nouveaux ennuis."* Et lorsque la bataille du ghetto fait rage, il constate amèrement : *"Pour beaucoup, les gens qui tombaient derrière les murs de la honte étaient des étrangers. Leur lutte solitaire et leur sort connu d'avance n'affectaient pas le cours de la vie quotidienne."*

Mais sur ce fond d'indifférence mêlée de mauvaise consience, de cynisme et d'antisémitisme, d'autres visages se détachent, venant nuancer ce tableau désespérant.

Il y a cette femme qui n'a pas peur de dire "salauds" à des antisémites, même si elle doit pour cela perdre son travail. Il y a ces gens du peuple qui essaient tout simplement de vivre en s'entraidant, victimes des mêmes qui sont en train d'exterminer les insurgés du ghetto. Et puis, il y a un couple qui cache une jeune femme juive. On suit tout au long du roman leur vie quotidienne angoissante et leurs relations avec leurs voisins. Le mari est un intellectuel libéral assez ordinaire, dérangé dans sa tranquillité égoïste par la présence de son ancienne amie juive qu'il a lui-même invitée, presque par hasard. Sa femme accepte pleinement la situation. Sa générosité est plus forte que sa peur. Et c'est ce qui l'éloigne moralement de son mari et la rapproche de son jeune beau-frère engagé dans la résistance communiste.

Andrzejewski vivait à Varsovie à l'époque. Juste après l'écrasement du ghetto, il écrivit ce roman sobre et poignant.

Jeanne ENLEVE

☐ Sous le regard des autres *de Jerzy Andrzejewski - Balland éditeur - 79 F.*

RÉÉDITION

"Les cadets" "Les réprouvés"

— d'Ernst Von Salomon —

Deux romans autobiographiques d'Ernst von Salomon, un auteur allemand né en 1902, mort en 1972, viennent d'être réédités par la collection 10/18.

Avec *Les Cadets*, le romancier retrace ce que fut sa vie entre 1913 et 1918, alors qu'il était encaserné dans une école de "Cadets" chargée d'en faire un élément bien dressé de la caste des officiers allemands, puis, avec *Les Réprouvés*, entre 1918 et 1927, alors qu'il était devenu soldat dans les corps-francs qui se battaient en Allemagne contre la classe ouvrière et aux frontières contre l'Armée Rouge bolchévique.

A travers l'histoire de sa vie, c'est l'histoire de ces années décisives pour l'Allemagne qui est restituée, du moins telle qu'a pu la vivre un adversaire résolu du prolétariat.

LES CADETS

Dans les écoles qui formaient les futurs cadres de l'armée, on commençait dès l'âge de 11 ans l'apprentissage de l'obéissance et du service absolu. Mourir pour la patrie y était considéré comme "le droit" le plus élevé. Mais le jeune Ernst n'avait que 16 ans quand se termina la guerre, et il n'eut jamais la possibilité d'"exercer" ce "droit". Il connut seulement la vie de caserne où se faisait sentir la pénurie alimentaire de ces années-là. On devine au travers de son récit ce qu'a pu être la vie des Allemands de l'arrière.

L'année 1918 se termina par la défaite des armées allemandes. L'armistice imposait la dissolution du corps des Cadets. Pour des êtres dont la seule perspective était de devenir des soldats de première catégorie, ce fut un choc. Leur univers s'effrondrait. Ils étaient haïs de la population ouvrière. Aucune autorité supérieure ne les protégeait plus. Ils avaient perdu ce qui faisait leur fierté : ils devinrent des réprouvés.

LES REPROUVES

En 1918, le jeune Ernst, frais émoulu de l'école des Cadets, assista au retour sans gloire des soldats défaits. La révolution ouvrière éclata aussitôt et le régime impérial s'effondra. Les socialistes prirent le pouvoir et écrasèrent la révolution. Noske, le nouveau ministre des armées, conduisit le combat contre les révolutionnaires. Beaucoup de soldats désertèrent, mais Ernst von Salomon choisit de combattre, sous les ordres de Noske, les milices ouvrières dans les rues de Berlin.

Puis, chargé de garder la présidence de la jeune République, réfugiée à Weimar, loin de Berlin jugée trop révolutionnaire, il choisit de déserter et de rejoindre l'un de ces corps-francs qui se constituaient en 1919.

Ces corps-francs furent cette partie de l'armée allemande, officieuse, qui subsista à côté de l'armée officielle dont l'effectif avait été fortement réduit, ainsi que l'avaient voulu les bourgeoisies alliées victorieuses, lors du Traité de Versailles : par exemple, sur 40.000 officiers allemands, il ne devait en rester que 4.000. Mais on ne pouvait licencier ces hommes par simple décret. Des dizaines de corps-francs se créèrent et rendirent de fiers services à la bourgeoisie allemande. Le récit de von Salomon le montre amplement.

Ainsi le corps-franc dont il fut membre combattit deux ans dans les pays baltes, où 50.000 soldats allemands s'opposèrent aux soviets de soldats de Mittau (un port de la Baltique), à l'Armée Rouge, aux troupes anglaises, puis aux Lettons et aux Estoniens.

Il combattit aussi deux mois en Haute-Silésie, contre l'armée polonaise et les Polonais de cette région, qu'un plébiscite avait prévu de raccorder à la Pologne.

Les corps-francs furent aussi des troupes de choc contre les ouvriers. Von Salomon participa à la répression des insurrections ouvrières qui éclatèrent dans la Ruhr, en mars-avril 1920. Il participa aussi au putsch de Kapp où l'armée et les corps-francs se retrouvèrent au coude à coude... pour échouer face à la riposte ouvrière par la grève générale.

En 1929, la situation se calma et les corps-francs n'avaient plus d'objectifs. Von Salomon n'en continua pas moins son combat contre cette République qui, pour lui, avait trahi l'Allemagne. Il milita alors dans l'une des nombreuses organisations d'extrême-droite, plus ou moins terroristes. Condamné pour sa participation à l'attentat où le ministre Ratheneau trouva la mort, il fut emprisonné pendant cinq ans.

Tous ces événements, Ernst von Salomon les vécut du côté de la bourgeoisie et des militaires. Ce n'est pas un témoin qui se trouve dans le camp des ouvriers ou des petites gens, mais c'est un témoin lucide. Il décrit ainsi le milieu des corps-francs comme des soudards où *"plus rien d'humain ne subsistait". "Partout où nous passions ne subsistaient que décombres, cendres et débris." "Nous étions des désespérés, des exaltés, en quête d'une purification". "Nous cherchions autour de nous l'homme capable de prononcer le mot libérateur".* Ces réprouvés cherchaient un chef. On comprend bien qu'ils trouvèrent, avec Hitler, l'homme qu'ils attendaient. Mais cela le roman ne le montre pas, il le laisse deviner.

Annie DESCHAMPS

☐ Les Cadets
☐ Les Réprouvés
de Ernst von Salomon. Ed. 10/18 - 31 F le volume.

films

"Willie boy"

Abraham Polonsky

Ce film, tourné par un réalisateur qui avait été écarté pendant vingt ans des studios lors de la "chasse aux sorcières" organisée par le sénateur réactionnaire McCarthy, raconte l'histoire de Willie Boy, un jeune Indien de la tribu des Paiutes. Nous sommes en Californie, en 1909, c'est-à-dire à une époque où déjà les Indiens ont été parqués dans des réserves.

Willie aime Lola, une jeune Indienne qui l'aime aussi. Mais la famille s'y oppose, ne jugeant sans doute pas Willie, jeune Indien sans avenir et révolté, comme un bon parti. Willie et Lola vivent leur amour en cachette.

Et cela tourne mal.

Ils sont obligés de s'enfuir après que Willie a tué le père de Lola. Et les Blancs s'en mêlent : une milice part en chasse. Car c'est bien d'une chasse à l'Indien dont il s'agit, comme au "bon vieux temps", pas si lointain, comme le souligne un vieux de la milice.

Outre la vue de magnifiques paysages comme dans tout bon western qui se respecte, ce film souligne le racisme anti-Indien de ces Blancs ruraux qui viennent de s'installer sur leurs terres et qui leur imposent de force leur façon de vivre.

Un très bon western, un bon film-témoignage.

Daniel Necker

Aux cinémas : **Forum Arc-en-ciel 1er, 3 Luxembourg 6e, Reflet Balzac 8e, St-Lazare Pasquier 8e, 7 Parnassiens 14e.**

"Cash Cash"

500 millions de dollars : *Cash Cash*, c'est l'histoire de tout ce qui peut arriver à pareille somme volée, dissimulée dans un cercueil.

Les héros de cette histoire sont de sympathiques escrocs, qui ne volent que ce qui a déjà été volé, et de doux dingues mis en scène pour embrouiller un peu l'histoire.

Richard Lester, le metteur en scène de *Help*, n'a pas perdu la main : il nous sert des gags à rebondissement qui déridents à la longue les plus récalcitrants...

On passe un moment joyeux, mais léger, léger...

J. L.

"George Grosz"

à l'Hôtel de Ville de Paris

Parmi les dizaines de caricatures, dessins ou toiles de Grosz, un caricaturiste allemand de la première moitié du 20e siècle, que présente cette exposition, plus d'une rappellera quelque chose au public, même non spécialiste.

C'est que George Grosz est souvent reproduit, parce que terriblement représentatif des époques qu'il a vécues : la Première Guerre mondiale, la révolution allemande et son échec, la république de Weimar et la montée du nazisme.

Ses premières productions portent déjà l'empreinte morbide qui imprègne toute son œuvre : *"Mon art était autrefois pour moi une sorte de soupape... je dessinais pour donner de l'air à ma rage... je fixais tout ce qui me déplaisait autour de moi"*. Ces thèmes principaux : le suicide, l'alcoolisme, l'obsession sexuelle, le crime sadique, ne sont pas encore politiques. Jusqu'à ce que Grosz, qui n'a pas 20 ans en 1914, soit mobilisé, puis réformé pour maladie mentale.

Il s'applique à décrire l'horreur de la boucherie, le cynisme des profiteurs de guerre, la bêtise criminelle des états-majors militaires et autres curés repus. Partie prenante dans des mouvements artistiques d'avant-garde de son temps (le dadaïsme, puis la Nouvelle Objectivité), il s'engage résolument aux côtés du prolétariat révolutionnaire, adhère au Parti Communiste allemand fin 1919. Voici par exemple ce qu'il déclare lors d'un des nombreux procès pour blasphème qui lui sont intentés : *"Lorsqu'une époque est très agitée, lorsque les fondements de la société sont secoués, l'artiste doué et pourvu de la plus grande sensibilité ne peut rester à l'écart. C'est pourquoi, sans qu'il le veuille, il sera politisé..."*

Grosz assiste avec rage et horreur à l'écrasement de la révolution et à la chasse aux Spartakistes. Ses cibles préférées sont le militariste, le capitaliste, le socialiste sabreur d'ouvriers. Et on est frappé par ses caricatures d'officiers obtus et cruels, de petits et grands bourgeois bouffis d'autosatisfaction et grimaçant de concupiscence. Et on remarque que, tout engagés qu'ils soient, les dessins de Grosz sont déformés par le prisme de ses sentiments personnels : haine, rancœur, dégoût, qui font mouche quand ils sont dirigés vers la classe dominante, mais deviennent un obstacle dès que Grosz se tourne vers le prolétariat : les ouvriers qu'il dessine sont toujours perdants. Mornes, abattus, diminués, ils n'ont vraiment l'air capables ni de se libérer, ni d'émanciper l'humanité. Un de ses rares dessins optimistes (un tribunal prolétarien jugeant une clique d'officiers sous le portrait de Liebknecht) reflète plus un rêve de vengeance qu'un espoir d'émancipation.

D'ailleurs, Grosz rompt avec le Parti communiste et également avec le marxisme, mettant sur le même plan communisme et national-socialisme. Il émigra aux États-Unis et finit sa carrière dans un apolitisme déclaré. Mais sa personnalité, qui a correspondu pendant une dizaine d'années avec une période mouvementée et tragique du mouvement ouvrier, en aura fait un intéressant témoin de son temps.

Eliane Fauré

Jusqu'à la fin août ; entrée gratuite.

Les piliers de la société, 1926.

Le profit, 1923.

"Africa"

Sur TF1

Dans *Africa*, une série documentaire de huit épisodes, l'historien britannique Basil Davidson, considéré comme l'un des plus importants "africanistes" actuels, a voulu combattre l'idée répandue en Occident selon laquelle l'Afrique était peuplée d'hommes primitifs avant que la "civilisation" occidentale n'y débarque avec la colonisation.

Le premier épisode, diffusé lundi 14 juillet, nous a fait découvrir — de façon forcément un peu sommaire dans le cadre limité de l'émission — la civilisation du Nil, les peintures rupestres, les ruines mégalithiques du Zimbabwe, les pyramides de Méroe qui témoignent d'un passé prestigieux. Dans les prochains épisodes diffusés le lundi soir sur TF 1, la série racontera comment des peuplades ont surmonté les difficultés dues à un environnement souvent hostile, l'Afrique au "Moyen-Age", la colonisation, l'indépendance.

Nous connaissons généralement peu l'histoire de l'Afrique et souvent avec la vision déformée d'habitants d'un pays colonial. Une bonne raison de regarder *Africa*, bien que le (sympathique) propos de l'auteur soit un peu trop lourdement pédagogique et puisse paraître parfois simpliste...

Sélection télé

Samedi 19 juillet

13 h 30. A2 — Troisième épisode du feuilleton **Marco Polo,** sur une musique d'Ennio Morricone (rediffusion). Au treizième siècle, le début du grand voyage des Polo de Venise vers l'Orient. Avec Burt Lancaster dans le rôle du pape Grégoire X.

Dimanche 20 juillet

20 h 30. TF1 — Film policier : **La nuit des généraux.** D'Anatole Litvak, avec Peter O'Toole, Omar Sharif, etc. Réalisé d'après le roman de H.H. Kirst, le film raconte l'enquête difficile commencée en 1942, à Varsovie, parmi la hiérarchie militaire, pour démasquer un assassin.

22 h 10. A2 — Jazz à Antibes. Le jazz afro-cubain de Tito Puente et Celia Cruz, filmé par Jean-Christophe Averty.

22 h 30. FR3 — Le Cinéma de Minuit poursuit le **Cycle Spencer Tracy** avec **La femme de l'année,** de George Stevens. Une comédie dans le milieu journalistique où se retrouvent face à face Katherine Hepburn et Spencer Tracy.

Lundi 21 juillet

21 h 55. TF1 — Africa. Deuxième émission d'une série qui en compte huit : **La première conquête.** L'évocation de cinq communautés africaines et de la façon dont elles survivent dans un environnement hostile.

23 h 15. FR3 — Les grandes batailles du passé : Panipat. (Rediffusion). En 1526, cette bataille permit à un descendant de Tamerlan de s'asseoir sur le trône des Indes. Une émission bien faite commentée par Henri de Turenne.

Mardi 22 juillet

20 h 35. TF1 — Théâtre : **Vive la Comédie,** avec deux petites pièces d'Eugène Labiche : **Le major Cravachon,** et **Mon Isménie !**

20 h 35. A2 — Film : **Le train,** de Pierre Granier-Deferre, avec Jean-Louis Trintignant et Romy Schneider. La rencontre entre un homme tranquille et une jeune femme pourchassée en mai 1940, en France.

20 h 30. FR3 — Western : **Les chasseurs de Scalps,** de Sydney Pollack, avec Burt Lancaster. L'horrible pratique du scalp fut d'abord l'œuvre des aventuriers blancs, massacrant les Indiens et ramassant les primes données en échange de leurs scalps. Tel est le contexte de ce film antiraciste.

22 h 40. FR3 — L'été des festivals : autour de "La Tempête". Une évocation du féstival d'Avignon à l'occasion du montage de la pièce de Shakespeare, **La Tempête** (avec Pierre Dux).

Mercredi 23 juillet

20 h 30. FR3 — Francofolies. Emission musicale proposant des extraits du festival de La Rochelle. Avec Touré Kunda, Mory Kante, etc.

22 h 30. FR3 — Film historique : **La guerre des Demoiselles,** de Jacques Nichet, avec Jean-Paul Roussillon. En Ariège, en 1830, des paysans refusent la destruction des forêts imposée par le développement de l'industrie du fer.

Jeudi 24 juillet

20 h 30. TF1 — L'homme à poigne. Feuilleton d'après le roman de l'écrivain allemand Hans Fallada. La chronique d'une famille berlinoise au moment où commence la guerre de 1914.

20 h 35. A2 — Film de cape et d'épée : **Les trois mousquetaires,** d'André Hunebelle avec, entre autres acteurs, Bourvil. Le plaisir de retrouver les aventures de d'Artagnan et de ses compagnons (d'après le roman d'Alexandre Dumas).

22 h 20. FR3 — Contes d'Italie : la Signorina. Téléfilm, se situant à la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui nous conduit de la Yougoslavie à Naples occupée par les troupes américaines.

Vendredi 25 juillet

21 h 35. A2 — Apostrophes : Des romans pour vos vacances, proposés par les auteurs eux-mêmes, Chochana Boukhobza, Elizabeth Barillet, Pierre Moustiers, Amin Maalouf, Robert Merle, John Saul.

22 h 15. TF1 — Le printemps de Bourges, du moins des extraits de ce festival avec différents groupes de rock, Touré Kunda et Renaud.

23 h 00. A2 — Ciné-Club : Cycle Max Ophuls. Un drame sentimental : **Lettre d'une inconnue,** avec Joan Fontaine et Louis Jourdan.

Les licenciements à la Normed

"Les 6 800 salariés de Normed qui risquent de perdre leur emploi peuvent s'estimer "choyés" (Les Echos du 16 juillet)... *"Le dispositif, une fois mis en place, fera des salariés de la Navale presque des privilégiés" (Libération* du même jour).

Le gouvernement, en la personne de Madelin, le ministre de l'Industrie, a au moins réussi à convaincre les journalistes que le sort des travailleurs de la Normed menacés de licenciement serait enviable, parce qu'il a promis que tous ceux qui en feraient la demande auront droit à deux ans de congé de conversion avec maintien de 65 % du salaire, et que tous ceux qui préféreraient partir auront droit à 200 000 F.

Ce sont ces deux années de congé-conversion et ces 200 000 F (qui ne représentent, si l'on en croit *Le Monde* du 17 juillet, 2 ans de salaires que pour les travailleurs les moins bien payés de la Normed !) que le gouvernement et les patrons, relayés par la presse, ont l'audace de présenter aux futurs licenciés de la Normed et à tous les autres travailleurs de France comme un cadeau royal. Evidemment, c'est plus que n'en ont touché la plupart des travailleurs licenciés ces dernières années. Mais qu'est-ce que cela représente ? Si chacun des 6 800 travailleurs de la Normed touchait 200 000 F, c'est 1,36 milliard de francs qui leur serait versé. Cela ne représente que le tiers — même pas — des 5 milliards que le gouvernement a versés en 1984 et en 1985 comme subventions. Cela ne représente qu'une infime partie de tous les milliards de francs que les travailleurs des Chantiers ont fait rapporter, par leur travail, aux actionnaires de la Normed ou de ses prédécesseurs, aux patrons grands et petits de toutes les entreprises qui ont traité avec elle, quand les Chantiers étaient rentables. Tout cet argent, fruit de leur travail, les travailleurs de la Normed n'en ont vu la couleur, ni sous forme de capital, ni sous forme d'intérêt.

Alors, quand, aujourd'hui, on veut leur faire croire qu'ils sont des privilégiés parce qu'on leur donne 200 000 F pour les mettre à la rue, ils ont raison de croire qu'on se moque d'eux !

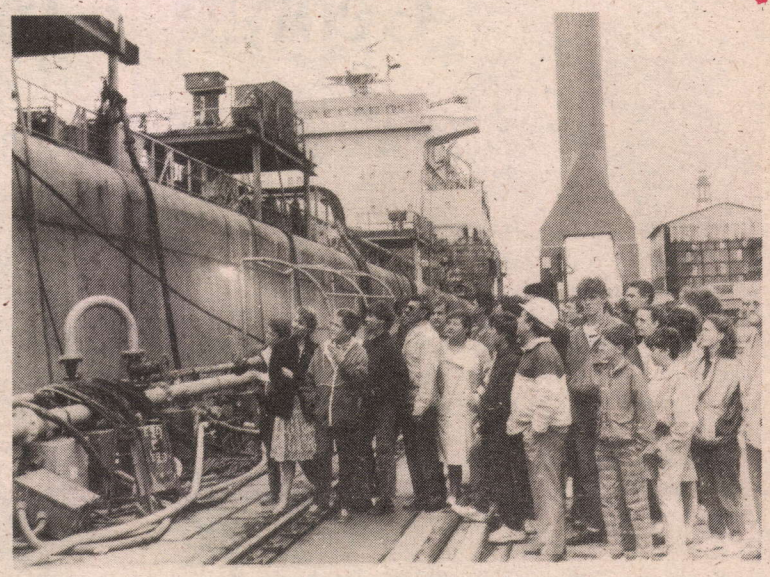
Ils savent aussi qu'ils auront peu de chances de retrouver du travail, et encore moins d'en trouver dans la région, déjà touchée par les licenciements, malgré les promesses du gouvernement de tout faire pour y attirer les *"créateurs d'emplois"*. Et faire des ailleurs des chômeurs, c'est révoltant, et cela représente un drôle de gâchis.

Evidemment, le gouvernement prétend, chiffres à l'appui et courbes à l'appui, qu'il est impossible de maintenir les capacités de production actuelles dans les chantiers navals. Peut-être en effet y a-t-il moins de débouchés pour les navires. C'est possible. Mais ce qui est sûr, c'est que la Normed, cela représente bien des usines et des chantiers spécialisés dans les constructions en acier. Ce qui est sûr, c'est que de l'acier, il y en a. Et que des besoins de matériel en acier, il y en a aussi beaucoup qui ne sont pas satisfaits de par le monde. Et une société qui travaillerait pour les besoins humains pourrait sans trop de peine se servir des installations existantes, et des capacités humaines, pour produire des choses utiles.

Mais dans une société comme la nôtre, organisée en fonction de ce qui rapporte, des profits, et non pas en fonction des besoins de l'humanité, on préfère brader ou détruire les installations, elles-mêmes produits du travail humain, on préfère brader les capacités de travail des hommes.

Mais qu'on ne vienne pas nous dire là qu'il s'agit d'une politique "réaliste". Si elle l'est, c'est d'un point de vue très étroit, celui des privilégiés et des détenteurs de capitaux qui ne pensent qu'à empocher des profits. Elle n'est réaliste ni pour le travailleurs, ni pour la société tout entière.

Jean-Jacques FRIEDMAN



A Dunkerque, lors de la journée "portes ouvertes" sur le chantier de la Normed le 24 juin dernier.

A La Ciotat, l'intervention des CRS contre les travailleurs des chantiers navals lors d'une précédente manifestation, le 1er juillet dernier.

Normed-La Ciotat

De quoi demain sera-t-il fait pour les travailleurs ?

A l'annonce des mesures de Madelin, les travailleurs des Chantiers étaient perplexes : *"Faut-il ou non prendre les 200 000 francs ?"*. Beaucoup de travailleurs ne savent pas très bien quoi faire car ils sentent qu'ils n'ont pas le choix et qu'ils sont piégés.

A l'assemblée générale du mercredi 16 juillet, devant plus de 2 000 travailleurs, l'intersyndicale a annoncé qu'elle refusait le plan de Madelin et qu'il fallait s'opposer à la casse de la Navale. Les applaudissements étaient limités à quelques centaines de personnes. Mais l'intersyndicale, avec le maire PC, a alors demandé aux travailleurs de les suivre en manifestation. On s'est retrouvé devant le commissariat de La Ciotat, où sont stationnés une vingtaine de CRS. Le début du cortège est entré dans le commissariat, le reste des travailleurs suivait. C'est alors que les CRS ont tiré et une grenade lacrymogène est même tombée près d'un enfant qui passait et qui a été incommodé. Après négociations, le maire est entré dans le commissariat pour demander le départ des CRS de La Ciotat, ce que le préfet a refusé.

Ensuite une trentaine de travailleurs se sont embarqués dans un camion des Chantiers chargé de bottes de paille et sont allés devant le centre des impôts. Là le feu a été mis dans le hall avec les bottes de paille.

Deux camions de CRS sont alors arrivés, ils ont tiré quelques grenades lacrymogènes mais tout le monde était déjà parti.

L'ambiance est à l'incertitude la plus complète, personne ne sait de quoi demain sera fait.

Se retrouver sans travail dans une région touchée très durement par le chômage ne laisse rien augurer de bon. Beaucoup de travailleurs sont favorables à des actions "dures", même si elles sont limitées à La Ciotat et si elles ne touchent pas les autres travailleurs de la région dont les problèmes sont identiques.

Correspondant L.O.

Une politique de vérité

Le gouvernement prétend qu'il est impossible de continuer une politique de subventions à une entreprise que, se plaît-il à rappeler, le ministre socialiste de l'Economie, Bérégovoy, qualifiait il y a un an de *"gouffre financier"*... Madelin veut, paraît-il, pratiquer *"une politique de la vérité"*.

Mais de quelle vérité parle-t-il ? Va-t-il par exemple nous dire où sont passées les subventions versées jusqu'à présent ? Et si 5 milliards de francs par an sont un *"gouffre financier"*, qu'en est-il des 200 milliards engloutis chaque année dans les exonérations diverses que l'Etat a consenties aux patrons pour qu'ils créent des emplois qui n'ont servi qu'à arrondir les profits mais pas à créer un seul emploi ?

Devinez qui va empocher ?

Le plan dit "social" pour les chantiers navals de la Normed comporte un volet dont on peut difficilement dire qu'il soit adressé aux travailleurs licenciés. On créera à Dunkerque, à La Seyne et à La Ciotat des *"zones franches"*, franchement intéressantes pour les patrons qui s'y installeraient, puisqu'ils seraient exonérés d'impôts sur les sociétés pendant dix ans.

Comme de bien entendu, le gouvernement fait ce cadeau aux patrons pour qu'ils créent des emplois *"nouveaux, sains et durables"*, prétend le ministre de l'Industrie. Le gouvernement précédent, lui, a déversé rien qu'en 1984 et 1985 cinq milliards de subventions à la Normed pour la même chose. Comme on sait, ces sommes ont été empochées. Pas par les ouvriers, c'est sûr. Pas pour maintenir des emplois, c'est tout aussi sûr.

Mais après tout, peut-être certains des capitalistes — dans les poches de qui les subventions du gouvernement précédent ont abouti — voudront bien faire un effort et s'installer dans la zone franche pour bénéficier des dégrèvements fiscaux du gouvernement suivant...

Creusot-Loire

Un rapport tricoté sur mesure absout les licencieurs

Non coupable ! Tel est le verdict qui ressort du rapport rédigé à la demande du tribunal du commerce de Paris, sur les activités du PDG et des actionnaires de la société Creusot-Loire.

Que ces messieurs-dames aient dilapidé l'argent des contribuables reçu sous forme d'aides généreusement accordées par l'Etat au baron Empain et à ses successeurs du temps où ces gens-là trouvaient intéressante la sidérurgie, le rapport n'y voit pas le moindre inconvénient.

Que les promesses d'embauches qui accompagnaient la plupart de ces aides n'aient pas été tenues et qu'elles se soient soldées finalement par le licenciement des travailleurs, pas de problème non plus.

Bref, les patrons peuvent dilapider l'argent généreusement distribué par l'Etat, ils peuvent supprimer des emplois, faire des affaires bonnes ou mauvaises, ouvrir ou fermer des entreprises. De tout cela, il ressort de ce rapport qu'ils sont irresponsables, mais ce sont ces irresponsables qui mettent à la rue les travailleurs et vaquent ensuite, sans remords, à de nouvelles activités qu'ils jugent plus lucratives, comme le fait Empain qui fait aujourd'hui son beurre dans les placements financiers de haute volée.

On comprendra tout le poids et le sérieux de ce rapport quand on saura qu'il est de la main de Bernard Tricot, vous savez celui qui avait enquêté avec un manque de flair exemplaire du temps de l'affaire Greenpeace. Ses conclusions étaient si mesurées pour les services secrets français et le gouvernement que pour un peu on aurait pu croire que le *"Rainbow Warrior"* n'avait pas sauté et qu'il n'y avait pas eu un tué. Eh bien, travailleurs licenciés de Creusot-Loire, consolez-vous, vous êtes au chômage mais ceux qui ont signé votre feuille de licenciement n'y sont vraiment pour rien. Leur responsabilité n'est engagée que lorsqu'ils encaissent les profits.

J.F.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995